

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Vers la réforme des œuvres universitaires

P3

TIPASA (DISPARITION D'UN BATEAU  
DE PÊCHE)

## 5 marins pêcheurs retrouvés en bonne santé

P24

DÉCÈS DU MOUDJAHID LAMINE KHÈNE

## Le dernier membre du mythique GPRA tire sa révérence

P24

COUP D'ENVOI DONNÉ À PARTIR DE M'SILA

# La Rentrée universitaire dans des conditions exceptionnelles

P3



OPEP+

## La 25e réunion reportée officiellement au 4 janvier prochain

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a annoncé hier le report de la 25ème réunion du Comité de suivi de l'accord Opep et Non-Opep (JMCC) au 4 janvier prochain, qui sera suivi le même jour de la 13e réunion ministérielle de l'Opep+. "La 47e réunion du Comité technique conjoint (JTC) et la 25e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et Non Opep (JMCC), initialement prévues pour les 16 et 17 décembre 2020, ont été reportées aux 3 et 4 janvier 2021, respectivement.", a précisé la même source dans un communiqué publié sur son site web. L'Organisation a également annoncé officiellement la tenue de 13e réunion ministérielle de l'Opep et des non-Opep le 4 janvier prochain.

P5

INTERNET

## La 5G et son impact sur l'économie algérienne en débat

L'évolution des réseaux internet vers l'ultra haut débit mobile de 5e génération (5G) ainsi que les retombées de cette technologie sur l'économie en Algérie ont été au menu de la 4e édition "Ericsson Day" tenue hier par visioconférence. Organisée en format virtuel en raison de la crise sanitaire, la conférence a été l'occasion de présenter les résultats d'une enquête menée par Ahmed Reda Berrah, architecte du ConsumerLab d'Ericsson, qui s'est penché, sur les avis des utilisateurs algériens sur l'ultra haut débit mobile 5G et leurs attentes vis-à-vis de cette nouvelle technologie. L'étude a été menée entre octobre et novembre en cours via une campagne d'emailing et d'appels téléphoniques ayant ciblé les utilisateurs de près de 600 personnes représentant un échantillon de 12 millions d'utilisateurs de smartphones en Algérie âgés entre 15 et 59 ans, issus de plusieurs secteurs d'activité dont la santé, les transports, la communication, les prestations de services, l'industrie, l'agriculture et l'administration.

P4

## Régions

SAIDA

## Formation dans plusieurs métiers pour plus de 240 jeunes

P8

ORAN

## Classement des dunes du littoral d'Aïn El Turck zone naturelle protégée

P9

## CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

## 468 nouveaux cas et 14 décès

P24

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2018

## La Cour des comptes révèle des anomalies

P2

EPH KOUBA

## Fin de fonctions pour le Dg et d'autres cadres

P24

## Sport

HAND/ MONDIAL 2021

## Le Sept national jeudi en Pologne

P13



COUR D'ALGER

L'activiste Fodil Boumala relaxé

La chambre pénale près la Cour d'Alger a confirmé hier la décision de relaxe de l'activiste Fodil Boumala, disculpé des griefs d'outrage à corps constitué et de faits susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national, décision prononcée précédemment par le tribunal correctionnel de Dar El Beida (Alger). Le tribunal correctionnel de Dar El Beida avait condamné, le 15 octobre dernier, l'activiste Fodil Boumala à verser une amende de 50 000 DA pour incitation à regroupement non armé et disculpé des griefs d'outrage à corps constitué et de faits susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national avec restitution à l'accusé des objets saisis. Le 8 octobre dernier, la même juridiction avait requis deux (2) ans de prison ferme et une amende de 100 000 DA à l'encontre de Fodil Boumala pour les mêmes chefs d'inculpation. La Cour d'Alger avait requis en appel, le 8 décembre en cours, deux (2) ans de prison ferme et une amende de 100.000 DA à l'encontre de Fodil Boumala pour atteinte à l'unité nationale et faits susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national.

R.N

DEPUIS SON LIEU DE CONVALESCENCE

Tebboune adresse ses "plus chaleureuses félicitations" au président américain Biden

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé ses "plus chaleureuses félicitations" à Joe Biden, président élu des Etats-Unis d'Amérique, à l'occasion de son élection. "M. Joe Biden, Président élu des Etats-Unis d'Amérique, je vous adresse mes plus chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection populaire et par le collège des grands électeurs. Je suis sûr que votre élection donnera beaucoup d'espoir au monde et aux Etats-Unis. Bonne chance.", a écrit le Président Tebboune sur son compte twitter. Par ailleurs, le roi du Maroc, Mohammed VI, a adressé une lettre au président Abdelmadjid Tebboune, lui souhaitant prompt rétablissement après la nouvelle apparition du chef de l'Etat depuis l'Allemagne. « Votre allocution à l'adresse du peuple algérien frère dimanche a montré, Dieu soit loué, votre rétablissement », a écrit Mohammed VI, selon l'agence MAP. Il a fait part de sa « profonde satisfaction suite à l'amélioration de l'état de santé du président algérien, implorant le Très-Haut de lui accorder un rétablissement rapide et complet, santé et longue vie ». Le président Abdelmadjid Tebboune a également reçu lundi un appel téléphonique de la chancelière allemande, Angela Merkel qui « s'est enquis de son état de santé et lors duquel les deux parties ont évoqué la coopération bilatérale et les moyens de sa promotion à l'avenir », a indiqué la Présidence de la République dans un communiqué. A cette occasion, les deux parties ont longuement évoqué « la situation épidémique et économique dans les deux pays, la coopération bilatérale et les moyens de sa promotion à l'avenir ainsi que des questions d'ordre régional d'intérêt commun, notamment les derniers développements en Libye », souligne le communiqué. « La chancelière allemande a exprimé ses souhaits de prompt rétablissement au Président Tebboune, le priant de transmettre l'expression de son amitié au peuple algérien », a conclu le communiqué.

R.N

LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN UNE SEMAINE

Reddition d'un terroriste et arrestation de quatre éléments de soutien aux terroristes

Le terroriste "Mahri Mohamed", dit "Rouibah", qui avait rallié les groupes terroristes en 2011, s'est rendu samedi dernier aux autorités militaires à Tamanrasset, selon un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mardi, précisant que quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Khenchela, Ouargla et Laghouat durant la période du 9 au 15 décembre en cours.

"D"ans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'exploitation du renseignement sécuritaire, un terroriste s'est rendu, le 12 décembre 2020, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6e Région militaire", a indiqué ce bilan hebdomadaire, précisant qu'il s'agit de "Mahri Mohamed, dit +Rouibah+ qui avait rallié les groupes terroristes en 2011. Ledit terroriste était en possession d'un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une (1) mitrailleuse de type (PKT), deux (2) charges propulsives pour lance-roquettes de type (RPG-2), trois (3) fusées pour mortier de calibre 60 mm, ainsi que deux (2) chargeurs, deux (2) chaînes de munitions, et 4462 balles de différents calibres, un (1) véhicule tout-terrain et d'autres objets". Selon la même source, "des détachements de l'ANP ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes à Khenchela, Ouargla et Laghouat, alors que d'autres détachements de l'ANP ont découvert et détruit 3 bombes de confection artisanale à Boumerdes et Sidi Bel Abbès". En outre, des quantités de kif traité s'élevant à 7 quintaux et 22 kilogrammes, ayant été introduites via les frontières avec le Maroc, ont été saisies, lors d'opérations distinctes par des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité qui ont arrêté également 38 narcotraquants dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays. A ce titre, "un détachement de l'ANP a saisi à Tindouf 183 kilogrammes de kif traité tandis que d'autres quantités de la même substance ont été respectivement saisies à Naâma (154 kilogrammes) et à Adrar (101 kilogrammes)". Dans le même sillage, les services de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières "ont appréhendé 38 narcotraquants et saisi deux (2) quintaux et 84 kilogrammes de kif traité, un (1) kilogramme de cocaïne et 8819 comprimés psychotropes, lors d'opérations distinctes menées à Alger, Ain Témouchent, Tlemcen, Oran, Béchar, Tébessa, Tipaza, Annaba, Ouargla, Bejaïa, Sidi Bel Abbès, Tamanrasset



et In Amenas". Sur un autre plan, "99 individus ont été arrêtés à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et Tindouf par des détachements de l'ANP qui ont saisi également 5 véhicules, 88 groupes électrogènes, 82 marteaux piqueurs, 4 détecteurs de métaux, 666 sacs de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". Selon le même bilan, "12 autres individus ont été arrêtés et 4 fusils de chasse, 5350 paquets de tabacs et 6914 unités de différentes boisons ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Rélizane, Tlemcen, Ain Defla, Adrar,

Ouargla, El Oued, Ghardaïa, Khenchela et Ain Témouchent". De même, "des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 14195 litres ont été déjouées à Tamanrasset, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf", a-t-on fait savoir, alors que les services de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières "ont arrêté 46 immigrants clandestins de différentes nationalités à Djanet, Tlemcen et El Tarf". "Ces opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs, reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", conclut la même source.

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE 2018

La Cour des comptes révèle les anomalies

La Cour des comptes a mis l'accent, dans son rapport d'appréciation sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2018, sur "certaines défaillances" dans les opérations d'investissement public, la maturation des études ainsi que l'exécution et le suivi des programmes d'investissement. Présentant lundi le rapport d'appréciation sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2018 devant la Commission des finances et du Budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), le président de la Cour des comptes, Abdelkader Ben Maarouf a insisté sur l'impérative maîtrise du budget destiné à l'investissement public et le remboursement des crédits octroyés aux grandes entreprises, notamment dans le cadre du financement non conventionnel auquel a recouru le Gouvernement en 2018. Et d'affirmer que "l'efficacité des dépenses publiques et l'exécution des crédits alloués à certains secteurs constituent le noyau et une problématique dans la méthode de gestion des deniers publics". En chiffres, le déficit budgétaire global a atteint 2082 milliards Da en 2018, soit trois fois du déficit de 2017, en raison de la hausse sensible relevée dans les dépenses d'équipement (+74,1 %) malgré la croissance des revenus budgétaires de 5,5% durant la

même période, a-t-il fait savoir. L'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par un déficit du Trésor de -1341 milliards Da, financé de manière non conventionnelle à hauteur de 900 milliards Da, et en exploitant les dépôts des pourvoyeurs du Trésor et les comptes financiers. Pour le président de la cour des Comptes, ce déficit a fortement contribué à l'augmentation de la dette publique qui a atteint 7 778 milliards DA, soit 38% du produit intérieur brut (PIB), ce qui représente une hausse de 4 178 milliards DA, tout au long des années 2017-2018. Cette croissance, ajoute M. Ben Maarouf, est principalement due à l'augmentation de la dette interne, après le recours au financement non conventionnel dont le montant s'est élevé à 5 565,2 milliards DA, soit 2 185 milliards DA en 2017 et 3371,2 milliards DA en 2018. Par ailleurs, les recettes budgétaires se sont élevées à près de 6405 milliards DA, soit une augmentation de 5,5% par rapport à l'exercice 2017, ce qui reflète l'impact lié à l'augmentation dans la fiscalité pétrolière (10,5%) et à la croissance des revenus issus des bénéfices et des contributions financières de l'Etat (11,6%), a-t-il poursuivi. Intervenant au terme de cet exposé, les députés se sont interrogés sur le re-

venuement afin de financer l'économie et l'absence de clarifications de la part des secteurs qui ont bénéficié de ce financement. Certains membres de la commission ont demandé des explications concernant les dotations financières destinées à l'investissement, non contenues dans le rapport de la cour, dénonçant en même temps l'absence des annexes qui figuraient dans les rapports précédents. Certains intervenants ont même évoqué l'absence d'une annexe relative aux recommandations, un document figurant dans les rapports précédents de la Cour. D'autres membres de la commission se sont interrogés sur les causes de la poursuite de la hausse du déficit budgétaire depuis des années. Répondant à ces préoccupations, le président de la Cour des comptes a affirmé que le recours au financement non-conventionnel était une nécessité, et ce après que le Gouvernement ait refusé de recourir à l'endettement extérieur et aussi en raison également de l'absence d'une possibilité de recourir à l'endettement interne. Pour ce qui est du rapport d'appréciation, M. Ben Maarouf a indiqué qu'il a été élaboré dans des conditions difficiles marquées par la pandémie Covid-19, ajoutant que la Cour des comptes n'avait été destinataire du projet de règlement

budgétaire de l'exercice 2018, qu'en septembre 2020. En dépit de cela, poursuit le même responsable, tous les cadres de la Cour ont été mobilisés pour rattraper le retard et élaborer un rapport global d'évaluation. S'agissant des recommandations, le même responsable a indiqué que certaines ont été intégrées dans le rapport, citant à titre d'exemple, l'appel lancé à l'adresse des départements des Finances et d'autres ministères à l'effet d'accélérer le parachèvement des mesures prises dans le cadre de la modernisation des finances de l'Etat. La Cour des comptes a également préconisé la mise en place des mesures indispensables à la promotion d'un système d'information efficace, d'un contrôle interne efficace, de consolider l'élaboration du budget à travers l'intégration des dépenses non-prévisionnelles et celles qui ne sont pas actuellement intégrées dans le budget ordinaire de l'Etat, en vue d'élaborer un budget réel des charges de l'Etat. La Cour des comptes a également mis l'accent sur l'amélioration de la qualité d'élaboration et d'évaluation des opérations d'investissement et proposé le financement des projets mûrs seulement, et ce en vue d'éviter un retard dans la réalisation, ainsi que le recours à la réévaluation à coût élevé.

APS

COUP D'ENVOI DONNÉ À PARTIR DE M'SILA

# Rentrée universitaire dans des conditions exceptionnelles

Les étudiants ont rejoint hier les établissements universitaires dans des conditions exceptionnelles marquées par la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), après la reprise des cours à distance depuis deux semaines.

"Je ne m'engage pas dans des décisions régaliennes. Néanmoins, la médecine a toujours été gratuite en Algérie, pourquoi voudriez-vous qu'on fasse payer les citoyens pour un péril ?

Le vaccin contre la Covid-19 sera donc forcément gratuit pour toutes les catégories de la population", a rétorqué le ministre à une interpellation de la presse, en marge d'une rencontre virtuelle, abritée par le siège de son département, portant sur "l'accès équitable aux vaccins contre la Covid-19 en Afrique".

Aux côtés du Pr Benbouzid, étaient présents à cette rencontre de deux jours le ministre délégué à la Réforme hospitalière, Pr Smail Mesbah, ainsi qu'un représentant du ministre des Finances. Tout en soulignant que "l'annonce du choix et de la date du vaccin relève des attributions du président de la République ou du Premier ministre", le ministre de la Santé a rappelé que ce sont ces derniers qui "arbitreront" le choix qui leur aura été soumis par le Comité scientifique ad hoc, précisant que, pour le moment, "le choix définitif n'a pas encore été fait !". A ce jour, nous avons entrepris un travail de classement des paramètres de qualité, de prix etc. parmi les vaccins les plus avancés. Peut-être que dans quelques jours, un vaccin donnera de meilleurs résultats que d'autres", a-t-il explicité, soulignant l'existence, à ce jour, de quelque 321 initiatives de recherches de vaccins dans le monde.



Réaffirmant la démarche "prudentielle" du pays quant au choix du remède anti-Coronavirus, le même responsable a réitéré la décision de l'Algérie d'attendre que le produit soit "qualifié", à la lumière des expériences des pays déjà engagés dans la vaccination, rappelant la réduction de la phase 3 des expérimentations opérée par les laboratoires en raison de l'urgence sanitaire mondiale. Interrogé sur le dispositif logistique lié à la vaccination, le ministre a estimé que "si le vaccin sera similaire aux produits que l'Algérie a l'habitude d'utiliser, cela ne posera aucun problème", rappelant que le pays "a eu à vac-

ciner 10 000 enfants en une semaine". En revanche, si le choix est porté sur un autre vaccin, il y a "toute une logistique qui est en train d'être étudiée" s'agissant, entre autres, de son transport et de son conditionnement, a-t-il indiqué, avant de rappeler que la stratégie mise en place à cet effet est axée sur deux "Task Force". L'une, qu'il préside lui-même, est relative au choix, au prix et à la stratégie de vaccination, alors que la seconde, impliquant divers départements ministériels, est chargée des aspects liés essentiellement à l'acquisition, au conditionnement et à l'acheminement du produit en question. La rencontre, dédiée à

l'accès des pays africains aux vaccins contre le Coronavirus, discutera du financement, de l'achat ainsi que "des stratégies de distribution, d'engagement communautaire et de communication" dans le souci de garantir la prise en charge du vaccin dans les Etats du continent, indiquent ces organisateurs. Elle réunit 1500 participants, dont les ministres de la Santé et des Finances du continent, en sus du Commissaire aux Affaires sociales de l'Union africaine (UA), des représentants de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), des décideurs politiques des Etats membres et des chercheurs. APS

## Brèves

ABDELAZIZ DJERAD

### J'appelle les chercheurs à prendre en charge les besoins de la société

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé, hier depuis M'sila, la famille universitaire à l'impératif de mettre la recherche scientifique au service d'un véritable décollage économique pour prendre en charge les besoins actuels de la société. "J'appelle tous les chercheurs, dont ceux résidant à l'étranger, à l'impératif de prendre en charge les besoins actuels de la société en vue de réaliser un véritable décollage qui exploite efficacement les recherches scientifiques", a indiqué M. Djerad dans une allocution prononcée à l'université de Mohamed-Boudiaf (M'sila).

"La recherche est désormais un outil efficace pour la prise de décisions et de mesures adéquates et la gestion rigoureuse de la crise", a-t-il souligné. "L'université algérienne fait face aujourd'hui à plusieurs défis nécessitant l'implication de tous les acteurs en vue de la cristallisation d'une vision de réforme intégrée capable d'insuffler une nouvelle dynamique en matière de formation d'une main-d'œuvre performante mais aussi pour permettre à la future université de s'adapter aux mutations en cours et d'être, ainsi, prête à satisfaire les besoins des nouveaux métiers et compétences dans un monde en mutation permanente", a soutenu le Premier ministre. A cette occasion, M. Djerad a rappelé que le système universitaire avait connu, depuis l'indépendance jusqu'à présent, une "évolution", en témoigne la réalisation de 109 établissements d'enseignement supérieur répartis sur 48 wilayas, 55 établissements de formation supérieurs extra-secteur, 14 établissements de formation privés, 441 cités universitaires et 500 restaurants universitaires. Le nombre d'étudiants a augmenté de 500% après l'indépendance pour enfin atteindre 1,65 million en 2020 tandis que le nombre d'enseignants encadrants a grimpé à 61 277 enseignants chercheurs en 2020. M. Djerad a saisi cette occasion pour se recueillir à la mémoire des victimes de la pandémie de la covid-19 dans les rangs des enseignants chercheurs, des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires, des chercheurs permanents, des fonctionnaires et des étudiants.

R.N

### BOUALEM SAIDANI (D.G DES ENSEIGNEMENTS DE LA FORMATION SUPÉRIEURE)

### Il est temps de réviser le système

Invité, à cette occasion, de la rédaction de la Chaîne 3 de la radio algérienne, le Directeur général des enseignements de la formation supérieure, au ministre de l'enseignement supérieur, Boualem Saidani, estime que le LMD est arrivé à sa limite, en indiquant que «c'est l'heure de l'évaluation et d'identification des dysfonctionnements».

Pour ce faire, il précise que le ministère de l'Enseignement supérieur a élaboré un projet de décret qui va redéfinir tous les concepts du LMD, qui selon lui, n'était pas clair dans la tête de beaucoup de personnes, y compris celles appartenant à la communauté universitaire. En outre l'intervéu dit que son département veut harmoniser les formations et les diplômés universitaires et surtout donner plus de visibilité à nos diplômés. "J'espère qu'il apportera ses fruits", évalue-t-il. Evoquant la pandémie de Covid-19, le Premier ministre a plaidé pour "la diversification des modes d'enseignement avec l'encouragement des cours en ligne", appelant à "associer des professionnels du secteur socioéconomique à la conception d'offres de formation adaptées aux besoins du développement local". Djerad a, à cet égard, rappelé que la priorité de l'Etat dans la conjoncture sanitaire actuelle demeurait "la protection des citoyens", assurant que les pouvoirs publics "ne ménageront aucun effort pour garantir des conditions sûres permettant une reprise sans risques des activités pédagogiques, de recherche et de services".

R.N

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### Vers la réforme des œuvres universitaires

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé, hier à M'sila, à l'impératif de procéder à la formulation "d'une vision intégrée et complémentaire" pour la réforme du système des œuvres universitaires selon "une approche participative" en vue d'améliorer la qualité des services en faveur de l'étudiant. "Il est indispensable de formuler dorénavant une vision intégrée et complémentaire pour la réforme du système des œuvres universitaires selon une approche globale dans sa conception, participative dans sa démarche et progressive dans les mécanismes de son exécution et ce par un diagnostic précis et objectif à l'effet d'améliorer la qualité des services au profit de l'étudiant, en termes d'hébergement, de restauration, d'activités culturelles et sportives et de couverture sanitaire", a déclaré M. Djerad qui présidait, à l'Université Mohamed-Boudiaf de M'sila, l'ouverture de l'année universitaire 2020/2021, en présence du conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, et des membres du Gouvernement.

Le Premier ministre a indiqué qu'"en dépit du développement quantitatif qu'a connu le secteur de l'enseignement supérieur, il existe, en revanche, plusieurs défis à relever à l'avenir, notamment la promotion de la qualité de l'enseignement, de la formation et de la recherche scientifique, l'amélioration et la modernisation de la gouvernance", "le renforcement de l'emploi des diplômés et l'ouverture de l'université sur les scènes nationale et internationale, sans omettre la nécessité de consolider les bonnes mœurs et la déontologie en milieu universitaire". "Le renforcement des capacités est l'un des principaux objectifs de développement et de réforme pour la construction de la nouvelle Algérie", a soutenu le Premier ministre, soulignant l'impératif pour le secteur de l'Enseignement supérieur de "répondre à la demande sociale sans cesse croissante, tout en satisfaisant aux exigences de qualité en matière de formation, de recherche et de gouvernance". Djerad a fait savoir que le secteur avait défini dans son programme d'action au titre du plan d'action gouvernemental "des ac-

tions prioritaires visant à améliorer les œuvres universitaires". Il a également appelé à "rationaliser les moyens financiers, humains et structurels, en tenant compte du nombre croissant d'étudiants" et à "assurer l'efficacité de la gouvernance pour aller progressivement vers l'autonomie des établissements universitaires et renforcer leurs capacités dans le domaine de l'innovation". Evoquant la pandémie de Covid-19, le Premier ministre a plaidé pour "la diversification des modes d'enseignement avec l'encouragement des cours en ligne", appelant à "associer des professionnels du secteur socioéconomique à la conception d'offres de formation adaptées aux besoins du développement local". Djerad a, à cet égard, rappelé que la priorité de l'Etat dans la conjoncture sanitaire actuelle demeurait "la protection des citoyens", assurant que les pouvoirs publics "ne ménageront aucun effort pour garantir des conditions sûres permettant une reprise sans risques des activités pédagogiques, de recherche et de services".

R.N

INTERNET

# La 5G et son impact sur l'économie algérienne en débat

L'évolution des réseaux internet vers l'ultra haut débit mobile de 5e génération (5G) ainsi que les retombées de cette technologie sur l'économie algérienne ont été au menu de la 4e édition "Ericsson Day" tenue hier par visioconférence.

Organisée en format virtuel en raison de la crise sanitaire, la conférence a été l'occasion de présenter les résultats d'une enquête menée par Ahmed Reda Berrah, architecte du ConsumerLab d'Ericsson, qui s'est penché, sur les avis des utilisateurs algériens sur l'ultra haut débit mobile 5G et leurs attentes vis-à-vis de cette nouvelle technologie. L'étude a été menée entre octobre et novembre en cours via une campagne d'emailing et d'appels téléphoniques ayant ciblé les utilisateurs de près de 600 personnes représentant un échantillon de 12 millions d'utilisateurs de smartphones en Algérie âgés entre 15 et 59 ans, issus de plusieurs secteurs d'activité dont la santé, les transports, la communication, les prestations de services, l'industrie, l'agriculture et l'administration. Cette enquête relève que "la majorité des personnes interrogées s'attendent à ce que cette technologie soit déployée d'ici quatre années maximum en Algérie sachant que 50% opteront pour la 5G dès qu'elle sera disponible sur le marché". "Sur l'ensemble des utilisateurs de smartphones consultés, plus de 50% changeront d'opérateur si leur ne leur offre pas la 5G dans les six mois après son lancement", précise l'étude, estimant que "la majorité des répondants ont un bon niveau de connaissance de la 5G".

Il est, en outre, souligné que "85% des personnes sondées déclarent se connecter actuellement sur le réseau 4G mobile, contre 77% en 2018, et 25% en 2016" et que les réseaux sociaux (y compris les vidéos) et les messageries instantanées sont les applications "les plus utilisées avec 70% des répondants qui les consultent plusieurs fois par jour". Par ailleurs, l'enquête estime que "70% naviguent sur le net plusieurs fois par jour, soit une augmentation de 11% par rapport à 2018. Les appels vidéo sur Internet ont également augmenté de 11% pour ceux qui le font plusieurs fois par jour".

## Des résultats confirmant l'énorme potentiel du marché algérien

Selon Ericsson, ces résultats "confirment l'énorme potentiel du marché algérien et sa maturité pour une numérisation accélérée, avec la promesse que les jeunes talents participent à son essor". L'étude note, par ailleurs, que "face à l'utilisation croissante de l'internet en Algérie, l'amélioration de la qualité du réseau est un impératif", ajoutant que les consommateurs algériens "pensent que la 5G aura le plus d'impact sur les administrations et dans le secteur des



services". Partant du principe que la 5G profitera à certains secteurs en priorité, 30% des personnes interrogées estiment que des secteurs comme les administrations, les banques, les assurances et les institutions publiques bénéficieront le plus de la 5G, alors que 26% considèrent que ce sont plutôt les opérateurs et les services en ligne qui en bénéficient le plus. Selon l'étude, la plupart des Algériens estiment que l'industrie sera "plus efficace" avec l'introduction de la 5G et 65% croient que cette technologie "améliorera les performances" du tissu industriel, alors que 63% pensent qu'elle "optimisera les coûts et le temps de production". Dans le secteur des transports, l'enquête souligne que la moitié des avis s'accordent sur l'idée que la 5G réduira le nombre d'accidents contre 64% qui se disent hésitants. Dans la santé, 58% des personnes interviewées pensent que la 5G facilitera le traitement à distance et 57% disent qu'elle assurera un meilleur diagnostic. Ils sont 31% à faire confiance à une opération à distance via la 5G et 24% à un robot de santé guidé via la 5G. Quant à la 5G pour les agriculteurs, 53% des

avis y voient l'avantage de pouvoir surveiller leur bétail à distance, 52% qu'elle améliorera la qualité des cultures en réduisant les coûts, 49% qu'elle réduira le nombre de tâches manuelles, ce qui constituera un gain de temps majeur grâce aux équipements autonomes et intelligents qui seront déployés au cours des prochaines années, selon 43% des individus. Lors des débats, le directeur général d'Ericsson Algérie, Yacine Zerrouki, a expliqué que les enquêtes du ConsumerLab d'Ericsson "se penchent sur l'état du marché dans ses différents segments et que le but des sondages effectués est d'identifier avec précision les éléments qui agissent sur l'évolution du marché et d'apporter à ses acteurs les moyens de fournir les meilleures solutions". Pour lui, la technologie 4G mobile "reste actuellement la technologie leader en Algérie, mais l'engouement des utilisateurs finaux pour l'ultra haut débit coïncide avec un contexte sanitaire qui a fait surgir de nouveaux services et appelé à des performances réseaux supérieures". Zerrouki a indiqué qu'Ericsson en Algérie "évoque dans un contexte où la numérisation de

l'économie devient un impératif", ajoutant que "l'objectif de son entreprise, en tant que partenaire fiable et de confiance, est de matérialiser cette perspective par des solutions digitales dynamiques et conformes aux exigences des opérateurs et aussi de relever le défi d'accroître l'apport de l'économie numérique à l'économie nationale". D'autres participants s'accordent sur l'idée que la récente libération des fréquences décidée par les autorités algériennes "est un signal fort de la volonté des pouvoirs publics d'avancer dans les projets de numérisation sans attendre". De son côté, le chargé d'affaires de l'ambassade de Suède à Alger, Anders Wollter, a déclaré que l'Algérie "est un partenaire historique important pour la Suède en Afrique du Nord et que les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays n'ont de cesse de se consolider dans des domaines d'intérêt mutuel, notamment dans celui des TIC, puissant levier de croissance économique, d'innovation et de création pour des solutions durables pour le futur".

APS

## ABDELHAMID HEMDANI (MINISTRE DE L'AGRICULTURE)

### Le son pour l'alimentation de bétail disponible à un prix raisonnable

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a affirmé lundi à Alger, que son département était en train de mettre à la disposition des éleveurs le son de blé pour l'alimentation de bétail à un "prix raisonnable". Lors de son intervention au forum du quotidien Le Soir d'Algérie, M. Hemdani a expliqué que son département s'est engagé, à travers l'Office national des aliments du bétail (ONA) à couvrir les besoins du marché national avec un produit alternatif qui est le son de blé pour le substituer au mais dont le prix a fortement augmenté sur les marchés mondiaux en raison de la crise sanitaire de la Covid 19. A ce propos, le ministre a fait part d'un nouveau dispositif qui stipule que 30% du son des meuneries issu de blé tendre et dur doit revenir à l'Onab qui

doit le distribuer, à son tour, aux éleveurs, mettant ainsi fin à la spéculation qui fait que le prix du son soit commercialisé à un prix très élevé soit "deux fois plus que le prix du blé". A cet effet, le ministre a fait savoir qu'une nouvelle note à l'intention des walis a été promulguée par le ministère, leur ordonnant d'infliger des pénalités aux spéculateurs, ajoutant que le prix du son a été plafonné à 1500 dinars et qu'il ne devrait pas dépasser ce seuil. Interrogé sur le blé avarié importé de Lituanie, le ministre a affirmé que "les résultats préliminaires des analyses ont confirmé que le blé est enrobé (touché par les pesticides)", ajoutant que les analyses sont toujours en cours pour déterminer le degré de la gravité de ce pesticide. Il a tenu à préciser que toute transaction commerciale obéit à un cahier de

charges et, qu'à l'embarquement, le produit est testé pour s'assurer qu'il est sain, loyal et marchand, ajoutant qu'à l'issue des contrôles, "il s'est avéré que ce blé ne répondait pas aux conditions exigées". Par ailleurs, le ministre a évoqué la stratégie de son département qui œuvre pour le développement des grandes cultures afin de réduire la facture des importations des produits alimentaires. "Nous avons lancé ce programme pour développer les filières de base notamment les huiles, le lait, les blés (dur et tendre), le maïs et le sucre", a-t-il énuméré, affirmant que l'objectif est de "satisfaire au moins 30% des besoins du marché national et réduire les dépenses ; ce qui permettra de renflouer les caisses de l'Etat". A titre indicatif, il a expliqué que le

développement de la production de blé permettra à l'Algérie d'économiser un milliard de dollars et celle du colza 500 millions de dollars. Le ministre a, toutefois, souligné la nécessité d'une production équilibrée basée sur les principes du développement durable et qui tiendra compte des besoins du marché. "Il ne faut pas focaliser sur un produit au détriment d'un autre et réaliser des excédents qui deviennent problématiques par la suite", a-t-il recommandé, affirmant à ce propos que son département travaille sur une cartographie agricole de territoire afin de créer des pôles agricoles, en tenant compte de la spécificité et de la vocation de chaque région mais aussi des changements climatiques et de la fragilité de certains écosystèmes. "En somme, nous adoptons une forme de régulation basée sur des indicateurs

économiques, techniques et climatiques qui nous permettra de réaliser notre stratégie", a-t-il résumé. Le ministre a assuré, par ailleurs, que les produits nationaux sont très compétitifs sur les marchés internationaux notamment au Moyen-Orient et en Russie. "Il y a des produits phares qu'on peut placer facilement sur le marché mondial", a-t-il dit en lançant un appel aux opérateurs pour s'y impliquer. A une question sur le mega projet d'élevage de vaches que l'Algérie avait initié en partenariat avec des opérateurs américains, le ministre a répondu que ce projet "fait partie du passé". Le projet portait sur 30 000 vaches par ferme, ce qui est "inconcevable", a-t-il jugé, en évoquant ses éventuels "impacts néfastes sur l'environnement".

R.N

OPEP+

## La 25e réunion reportée officiellement au 4 janvier prochain

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a annoncé hier le report de la 25e réunion du Comité de suivi de l'accord Opep et Non-Opep (JMMC) au 4 janvier prochain, qui sera suivie le même jour de la 13e réunion ministérielle de l'Opep+.



La 47e réunion du Comité technique conjoint (JTC) et la 25e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et Non Opep (JMMC), initialement prévues pour les 16 et 17 décembre 2020, ont été reportées aux 3 et 4 janvier 2021, respectivement, a précisé la même source dans un communiqué publié sur son site web. L'Organisation a également annoncé officiellement la tenue de la 13e réunion ministérielle de l'Opep et des non-Opep le 4 janvier prochain. Dimanche dernier, le ministre de l'Énergie et président en exercice de la conférence de l'Opep, Abdelmadjid Attar, avait annoncé que les pays de l'Opep+ examineront le 4 janvier prochain, la situation du marché pétrolier mondial pour prendre la décision d'augmentation de la production si les prix se stabilisaient ou dépassaient

50 dollars le baril. Cette réunion intervient après la récente décision prise par les 23 signataires de la Déclaration de coopération (Doc) de procéder à une augmentation graduelle de leur production pétrolière de l'ordre de 500.000 b/j à partir du janvier prochain au lieu des deux (2) millions de barils initialement prévus. Cette hausse de production limitée à un demi-million de b/j a été décidée après de longues négociations et suite à une proposition de l'Algérie, du Koweït et de l'Azerbaïdjan, visant à maintenir la stabilité du marché pétrolier et soutenir les prix du brut, qui a ont été impactés depuis mars dernier par la baisse de la demande mondiale causée notamment par la pandémie de Covid-19. La prochaine réunion vient également en application de la décision des pays de l'Opep+ de tenir des réu-

nions mensuelles à partir de janvier 2021 pour évaluer les conditions du marché et décider de nouveaux ajustements de production pour le mois suivant, les ajustements mensuels supplémentaires ne dépassant pas les 500.000 barils par jour. Les JTC et JMMC sont mandatés pour examiner les conditions et les perspectives du marché mondial du pétrole et surveiller l'évolution de la situation et les niveaux de conformité aux ajustements volontaires de production adoptés par l'Opep et la réunion ministérielle non-Opep. Le JMMC est composé de sept pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Organisation (Russie et Kazakhstan).

R.E

### L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE)

## La demande en pétrole va baisser en 2021

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu en baisse ses prévisions pour la demande pétrolière mondiale l'an prochain, en raison des difficultés persistantes attendues pour le transport aérien. La demande totale en 2020 devrait s'afficher en baisse de 8,8 millions de barils par jour (mb/j), soit 50 000 barils de moins qu'estimé dans le rapport du mois dernier, a indiqué l'AIE dans son étude mensuelle sur le pétrole. Et le rebond prévu en 2021 a été révisé plus drastiquement en baisse, de

170 000 barils à 5,7 mb/j, principalement en raison d'une nouvelle réévaluation de la demande pour le carburant destiné aux avions. Celui-ci "ne devrait pas se reprendre rapidement, alors que les gouvernements ont l'intention de conserver des fermetures de frontières et des restrictions de voyages jusqu'à ce qu'un vaccin soit largement disponible". L'AIE cite d'autres explications pour les sombres perspectives du transport aérien : les plus âgés devraient rester prudents, la crise économique peser sur les

budgets vacances, tandis que les voyages d'affaires pourraient souffrir de plans d'économies et de la généralisation des réunions en ligne. Sa prévision de la demande pour le carburant destiné à l'aviation et le kérosène a ainsi été revue en baisse de 300 000 barils par jour pour 2021 : elle restera à 2,5 mb/j de moins qu'avant la pandémie, même s'il y aura un bien un rebond de 720.000 barils par jour par rapport à 2020. Si la demande pétrolière mondiale totale restera 3,1 mb/j inférieure à celle de 2019 l'an prochain, le secteur aé-

rien sera ainsi responsable de 80% de cet écart. Côté offre, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés au sein de l'Opep+ ont choisi début décembre d'augmenter prudemment leur production, qu'ils limitent volontairement afin de soutenir les cours. Cet accord "se fonde sur la reconnaissance du fait que le marché demeure fragile et nécessite un ajustement prudent", commente l'AIE, qui conseille des pays développés sur leur politique énergétique.

RE

LIBYE

## La production de pétrole a plus que doublé en novembre

La production de pétrole libyenne a plus que doublé en novembre à la suite du cessez-le-feu signé dans le pays, en proie au chaos depuis des années, a indiqué lundi l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). La production totale des membres de l'Opep a progressé de quelque 0,7 million de barils par jour (mb/j) en novembre par rapport à octobre, pour atteindre 25,109 mb/j, selon des sources indirectes citées dans son rapport mensuel sur le pétrole.

Cette hausse est pour l'essentiel due à un bond de 656.000 barils par jour de la production libyenne, qui a plus que doublé en un mois pour atteindre 1,108 mb/j en novembre. Sa production n'était encore que de 155.000 barils par jour en septembre. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et la production pétrolière avait été affectée par les troubles ces dernières années. La Libye fait partie des pays de l'Opep exemptés de quotas de production, au moment où les membres de l'Opep et leurs alliés au sein de l'Opep+, notamment la Russie, limitent volontairement leur production pour soutenir les cours. Les membres de l'Opep+ se sont mis d'accord début décembre pour "restituer progressivement" au marché les quelque 2 millions de barils par jour prévus en début d'année prochaine, en commençant par 500.000 barils quotidiens en janvier. La demande pétrolière, déprimée par la pandémie de Covid-19, restera toutefois incertaine l'an prochain, met en garde l'Opep lundi dans son rapport. Le rebond de la demande pétrolière mondiale en 2021 a ainsi été révisé en baisse de 0,35 mb/j à 5,90 mb/j, après une chute de 9,77 mb/j attendue cette année. "Les incertitudes demeurent élevées, essentiellement en ce qui concerne le développement de la pandémie de Covid-19 et le déploiement des vaccins, ainsi que les effets structurels du Covid-19 sur les comportements des consommateurs, en particulier dans le secteur des transports", notent les auteurs du rapport.

R.E

### AFRIQUE/HYDROCARBURES

## La suspension des financements britanniques est "contre-productive"

La Chambre africaine de l'énergie (AEC) a estimé hier que la dernière décision du Royaume-Uni de suspendre le financement de nouveaux projets pétroliers et gaziers était "mal fondée" et "contre-productive". "La décision du Royaume-Uni intervient à un moment où les gouvernements occidentaux devraient, en fait, augmenter leurs investissements en Afrique plutôt que de se concentrer sur de l'aide étrangère dont nous n'avons pas be-

soin", écrit la Chambre dans un communiqué. Le Royaume-Uni a récemment déclaré, à l'occasion du 5e anniversaire de l'Accord de Paris, qu'il cesserait de soutenir et de financer tout nouveau projet pétrolier, gazier et de charbon. L'AEC a fait remarquer, à ce propos, que les pays africains doivent "continuer à travailler dur pour épargner pour l'avenir, diversifier leurs économies grâce à la monétisation du gaz et améliorer la vie des Africains". Toute-

fois, "nous poursuivons notre engagement à trouver des solutions au défi mondial du changement climatique et en même temps, nous continuerons à être un contributeur majeur aux économies de l'Afrique par le biais des contributions fiscales, de l'emploi et de l'achat de biens et de services auprès des entreprises de tout le pays", souligne cette institution basée à Johannesburg. La Chambre a appelé, par ailleurs, l'industrie de l'énergie, et plus

particulièrement les sociétés pétrolières et gazières opérant en Afrique, à faire un "meilleur travail lorsqu'il s'agit de communiquer leurs efforts pour réduire les émissions de carbone, la pauvreté énergétique, créer des opportunités pour les entreprises locales, sortir les gens de la pauvreté et mettre les pays sur la voie d'un avenir meilleur pour empêcher l'exode continu de gros fonds du secteur et de l'Afrique".

R.E





COMMUNE DE OULED KHALOUF (MILA)

## Reboisement de 345 hectares de terres en friche

**L'**entreprise régionale du génie rural (ERGR) Aurès, représentée par la direction des projet de Mila, a procédé à une opération de reboisement visant un total de 345 ha de terres en friche situés dans la commune de Ouled Khalouf, dans la partie Sud de la wilaya, a affirmé lundi, le directeur du projet, Oussama Maghnous. Dans une déclaration à l'APS, ce responsable a précisé que cette opération ayant débuté récemment a abouti, à ce jour, au reboisement d'une superficie de près de 30 ha de la première tranche d'un programme scindé en deux, une première comprenant le reboisement de 95 ha, et une seconde ciblant une surface de 250 ha. Selon la même source, les opérations

liées à la deuxième tranche du programme seront entamées au début du mois de janvier prochain, soulignant que la durée de chaque opération a été fixée à trois ans.

M. Maghnous a également ajouté que "les terres concernées par le reboisement dans le cadre de ce projet central, dont la wilaya de Mila a bénéficié au titre de l'année 2020, s'étendent des frontières de Sétif à celles de Batna", précisant que "la wilaya de Mila s'entrecroise avec ces deux wilayas sur le territoire de la commune de Ouled Khalouf".

La même source a fait savoir, par ailleurs, que le choix des arbres plantés s'est porté sur le pin et le pin d'Alep, en raison de l'adéquation de ces deux espèces d'ar-

bres avec le climat et à la nature du sol de la région de Ouled Khalouf.

Aussi, dans le cadre des programmes supervisés par l'ERGR-Aurès au niveau de la wilaya, M. Maghnous a fait état, en outre, du lancement d'une opération de plantation d'oliviers sur 200 ha de terres appartenant à des privés, et ce, sur l'ensemble du territoire de la wilaya.

Il a déclaré, en ce sens, que les travaux seront effectués en coordination avec la conservation des forêts de Mila qui a procédé à l'élaboration des listes des bénéficiaires du programme de plantation des arbres fruitiers pour l'année en cours et les a transmis à l'entreprise régionale du génie rural Aurès pour entamer les travaux de creusage et de reboisement.

SAIDA

## Formation dans plusieurs métiers pour plus de 240 jeunes

Plus de 241 jeunes de la wilaya de Saïda ont bénéficié de sessions de formation dans plusieurs activités artisanales depuis janvier dernier à ce jour, a-t-on appris lundi du directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers "Saïdi Benyebka" de la wilaya. Ammari Smail a indiqué que la CAM de Saïda a organisé 24 sessions de formation couronnées de diplômes en faveur de jeunes dans des activités artisanales touchant la couture traditionnelle, la fabrication de gâteaux, l'énergie solaire, la soudure et autres. Ces sessions de formation visent à qualifier des bénéficiaires pour leur permettre d'ouvrir des ateliers et de créer de nouveaux postes d'emploi, a-t-on souligné. La Chambre d'artisanat et des métiers de Saïda organisera, la semaine prochaine, une nouvelle session de formation de 20 jeunes dans le domaine de fabrication du cuir de cinq jours au niveau de son siège, a signalé Ammari Smail.

## SOUK AHRAS (DEMANDES D'INVESTISSEMENT)

### Les délais d'étude "n'excéderont pas les 20 jours"

Le wali de Souk Ahras, Lounes Bouzegza, a affirmé lundi que "les délais d'étude des dossiers de demandes d'investissement dans les divers secteurs n'excéderont pas les 20 jours".

Intervenant lors d'une rencontre d'adoption des règlements intérieurs de la commission de wilaya d'aide à la localisation et la promotion de l'investissement et de régulation du foncier, le responsable de la wilaya a indiqué que "la réduction des délais d'étude des dossiers de demandes d'investissement permettra aux investisseurs de lancer leurs projets dans les divers domaines y compris agricole constituant la vocation par excellence de la wilaya".

Au cours de la rencontre tenue au siège de la wilaya en présence des directeurs exécutifs concernés, des chefs de daïra, des responsables des chambres du commerce et de l'industrie et de l'agriculture, du guichet unique ANDI, de l'ANIREF, de l'agence de wilaya de gestion et régulation du foncier urbain, le wali a déclaré que "la priorité dans le traitement des dossiers est à ceux des projets qui participent à la réduction des importations, encouragent l'exportation, génèrent des emplois et richesses et valorisent les ressources locales et régions enclavées".

M. Bouzegza a fait savoir que la wilaya dispose d'assiettes foncières dont la zone industrielle de M'daourouch, les zones d'activités d'Oued Kébrît, Sidi Fredj et Bir Bouhouch et des terrains réaffectés dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel qui seront mis à la disposition des investisseurs sérieux.

L'étude des dossiers des investisseurs débutera "dans la transparence" une fois les règlements intérieurs de la commission adoptés et le dossier du foncier assaini, a-t-on conclu.

## MUSÉE CIRTA DE CONSTANTINE

# Une formation au profit des douaniers

Des journées de formation dans le domaine de la sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel au profit des agents des Douanes ont été ouvertes lundi à Constantine à l'initiative du Musée national public Cirta.

Organisé en collaboration avec la direction régionale des Douanes (DRD), ce cycle de formation, a pour objectif principal de former les agents des douanes sur les mécanismes à mettre en œuvre, sur le terrain, pour préserver le patrimoine national, a souligné M. Abdelhak Chaïbi, chef du service de l'animation, des ateliers pédagogiques et de communication auprès du musée Cirta. Dans ce cadre, il a déclaré qu'en plus des cours théoriques à l'ordre du jour, les douaniers concernés par cette formation assisteront à des cours pratiques sur de vrais objets archéologiques leur permettant de faire la différence entre les pièces archéologiques authentiques et autres objets artistiques ou de fantaisie.

A ce titre, le même responsable a précisé que "la manipulation des objets archéologiques permet à 70% aux agents chargés de la lutte contre la contrebande en archéologie à identifier les vraies pièces. Par ailleurs, la même source a indiqué que les encadreurs de la formation s'atteleront à "perfectionner ces techniques chez les douaniers concernés par cette formation devant se poursuivre jusqu'au 17 décembre courant". Mettant en avant les efforts déployés par les Douanes Algériennes dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine national en déjouant les tentatives de contrebande de pièces de monnaie, d'œuvres d'art et autres manuscrits, M. Chaïbi, a fait savoir que le musée Cirta s'emploie à accompagner cette dynamique en partageant l'expérience acquise en la matière avec les services de sécurité concernés. Au menu de cette session de formation, des ateliers sur l'aspect réglementaire relatif à la préservation du patrimoine, les mécanismes de classification des pièces archéologiques et autres conférences sur la pré-histoire, l'époque ottomane et le palais Ahmed Bey qui seront présentées par des experts en la matière. Des interventions sur la commercialisation illicite des pièces archéologiques, les pièces archéologiques de l'ère numide préservées au musée Cirta et la



monnaie archéologique figurent aussi au menu de cette session de formation qui sera marquée par une sortie de terrain au tombeau de Massinissa, le roi numide dans la commune d'El Khroub et aux ruines de la ville romaine, Tiddis dans la commune de Beni H'midane. Ont pris part à cette session de formation une vingtaine d'agents de la direction régionale des Douanes, a-t-on noté.

Des interventions sur la commercialisation illicite des pièces archéologiques, les pièces archéologiques de l'ère numide préservées au musée Cirta et la

monnaie archéologique figurent aussi au menu de cette session de formation qui sera marquée par une sortie de terrain au tombeau de Massinissa, le roi numide dans la commune d'El Khroub et aux ruines de la ville romaine, Tiddis dans la commune de Beni H'midane. Ont pris part à cette session de formation une vingtaine d'agents de la direction régionale des Douanes, a-t-on noté.

## UNIVERSITÉS DE BLIDA 1 ET 2

### Un programme pour la plantation de caroubiers

Les universités Ali Lounici et Saad Dahled de Blida ont tracé en coordination avec l'Association nationale de développement du caroube, un programme pour la plantation de cette essence dans le périmètre de ces deux institutions de l'enseignement supérieur, en guise de contribution aux efforts de renforcement de la ressource sylvestre dans les espaces naturels, a indiqué, lundi dans un communiqué, la cellule de communication de l'université Blida 2.

Selon le même document, une convention a été signée entre les universités de Blida 1 (Saad Dahled) et 2 (Ali Lounici), avec l'Association nationale de développement du caroube pour la plantation de caroubiers dans leurs périmètres respectifs, et ce dans « l'objectif d'assurer un cadre propice à la recherche scientifique, tout en conférant une touche esthétique



au paysage de l'université ». Cette convention engage l'Association nationale de développement du caroube à fournir des plants de caroube, avec l'organisation de campagnes régulières de plantation, au moment où les deux universités concernées assurent l'entretien des arbres, tout en fournissant les moyens logistiques nécessaires pour leur mise en terre. Le recteur de l'université Ali Lounici, Pr. Khaled Ramoul, a fait part, à ce titre, de l'organisation depuis début 2020, de campagnes de

boisement, ayant permis la plantation de 5000 arbustes, avec la participation de toute la famille universitaire, entre enseignants, étudiants, employés et organisations étudiantes. Quant au Pr. Mohamed Benzina, recteur de l'université Saad Dahled, il a souligné l'adoption de la même stratégie de plantation du périmètre de l'université, à travers le lancement d'une campagne intitulée « un arbre pour chaque étudiant », parallèlement au soutien de la création de spécialités en agronomie.

## ENIEM/TIZI-OUZOU

### Les travailleurs réitèrent leur refus de l'arrêt technique des activités

Des travailleurs de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM), ont réitéré lundi à Tizi-Ouzou, leur refus de l'arrêt technique des activités, en cours, décidé par la direction générale de l'entreprise. Les manifestants ont marché du siège de la direction générale, sis Boulevard Sitti, à l'entrée ouest de la ville de Tizi-Ouzou, vers le siège de la wilaya, en scandant des slogans et en déployant des banderoles exprimant leur "rejet" de cette décision tout en demandant le départ du staff gestionnaire de l'entreprise, sollicitant l'intervention de la tutelle (ministère de l'Industrie) à cet effet et pour "sauver cette entreprise et les 1.600 emplois". Une délégation composée de représentants des travailleurs de l'ENIEM et de l'Union de wilaya de l'UGTA a été reçue par le wali. Lors de cette rencontre tenue à huis-clos, le chef de l'exécutif local a demandé aux travailleurs de faire confiance à la tutelle qui est en train d'examiner la situation de l'ENIEM et de toutes les autres entreprises publiques, a-t-on appris de participants à cette réunion.

Le 1er décembre courant la direction de l'ENIEM avait annoncé "un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois (du 01 au 31 décembre)" pour cause de "contraintes financières" et "rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production". Les travailleurs de l'ENIEM, ont, depuis, multiplié les actions de protestations. Ils ont même exprimé lors d'une conférence de presse leur crainte d'un plan social, rappelle-t-on.

ORAN

# Classement des dunes du littoral d'Ain El Turck zone naturelle protégée

Les autorités de wilaya d'Oran ont élaboré récemment un arrêté portant classement "site naturel protégé" des dunes des communes côtières d'Ain El Turck, Bousfer et El Ançor qui s'étendent sur une superficie de 648 hectares, selon un communiqué de la Direction de l'environnement.



L'arrêté de wilaya paru le 25 novembre dernier classe cette bande sableuse du littoral en tant que site naturel exceptionnel, ce qui interdit son exploitation et toute autre atteinte conduisant à sa dégradation, comme spécifié dans le communiqué. Le classement de ce site d'intérêt est une initiative du ministère de tutelle ayant fait l'objet d'une proposition de la commission nationale des domaines protégés conformément à la loi relative aux domaines protégés dans le cadre du développement durable, a-t-on souligné, indiquant que le domaine protégé est scindé en

trois zones, à savoir une bande centrale, une bande de séparation et une bande de passage. L'arrêté du wali interdit toute activité, à l'exception des activités de recherche scientifique dans la zone centrale qui contient des richesses faunistiques et floristiques uniques. Pour ce qui est de la bande de séparation qui ceinture la zone centrale, il sera permis d'effectuer des travaux écologiques des ressources vivantes, à savoir l'éducation écologique et de détente, l'écotourisme, la recherche appliquée et la recherche fondamentale, de même qu'elle sera ouverte au public pour des visites guidées, a-t-on fait savoir. L'arrêté, est-il souligné dans le

document de la Direction de l'environnement, "ne permet aucun changement ou travail qui risque de provoquer un déséquilibre dans la bande de séparation", relevant que la bande de passage qui ceinture la zone de séparation peut être utilisée en tant que lieu pour effectuer divers travaux de développement environnemental et des activités de détente, de repos, de loisirs et de tourisme. Les activités inhérentes à la recherche scientifique, le suivi sur le terrain, les études et la mobilité pour des raisons de détente, de repos, de loisirs et de tourisme, auront besoin d'une autorisation préalable des services de

la Direction de l'environnement de la wilaya en qualité d'instance de gestion du domaine protégé, a-t-on expliqué de même source, avant de préciser qu'il y a une procédure pour présenter, à la Direction de l'environnement, des rapports cycliques sur les activités réalisées. L'arrêté interdit également l'ensemble des activités portant atteinte au site dont le rejet des déchets et de matières nocives et polluées et l'atteinte aux animaux, notamment durant la période de procréation et de migration, de même que toute prospection, chasse et l'ensemble des activités prohibées dans les espaces naturels et écologiques.

MÉDÉA

## Récupération d'anciens sièges de la Garde communale

Plusieurs anciens sièges de la Garde communale, implantés dans la daïra d'El-Omaria, à l'est de Médéa, inoccupés depuis de nombreuses années, viennent d'être récupérés, dans la perspective de leur exploitation à d'autres fins, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Il s'agit, selon la même source, des anciens sièges de la Garde commune de Ain-Lazzaza et Ouled Brahim-centre, dans la commune d'Ouled-Brahim, ainsi que les sièges de la Garde commune de Ouled Turki, Ain El-Hamra et Sidi-Salem, situés dans la commune d'El-Omaria. Une fois réaménagés, ces sièges seront exploités, soit en structure sanitaire de base, d'annexes administratives ou auront une autre vocation, en fonction de la demande ou des besoins exprimés localement, a-t-on expliqué. L'on apprend, par ailleurs, l'affectation de locaux à usage professionnel, situés dans la commune d'El-Haoudine, nord-est de Médéa, au secteur de la santé, en vue de leur aménagement en polyclinique. Une subvention financière d'un montant de l'ordre de 12 millions de DA a été déblocquée pour le financement des travaux d'aménagement de cette polyclinique, appelée à remplacer, à terme, l'ancien polyclinique de la commune, a-t-on signalé.

## BORDJ BOU ARRERIDJ (HANDICAPÉS MOTEURS)

### Distribution de 100 chaises roulantes fonctionnant à l'énergie solaire

Cent (100) fauteuils roulants, fonctionnant à l'énergie solaire, ont été distribués à Bou Arreridj au profit d'handicapés moteurs à l'occasion de la célébration de la Journée arabe des personnes aux besoins spécifiques, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'action sociale (DAS). La distribution de ces fauteuils roulants, un don du Groupe Condor, a été présidée par le wali, Mohamed Benmalek, en présence du président du Conseil d'administration du même Groupe, Abderrahmane Benhamadi, au centre de l'enfance assistée de Bordj Bou Arreridj. A cette occasion, 100 radiateurs équipés d'un système de détection des fuites de gaz ont également été octroyés au profit des familles nécessiteuses vivant dans les zones d'ombre de Mansoura, Bir Kasdali, Djaâfra et Hamadia, et dont la direction de l'action sociale va procéder à la distribution aux familles concernées, a indiqué la même source. Parallèlement à cette opération, le chef de l'exécutif local a donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité, un don octroyé par le Groupe Condor, constitué de denrées alimentaires et environ 2 000 lampes économiques au profit de familles démunies vivant dans les zones d'ombre des daïras de Djaâfra, Hamadia, Mansoura et Bir Kasdali, et ce, sous la supervision des services de la DAS. Le wali de Bordj Bou Arreridj a salué, dans ce contexte, ces actions de solidarité en direction des personnes handicapées et des habitants des zones d'ombre, où un ensemble de systèmes d'énergie solaire et des pompes à eau fonctionnant à l'énergie solaire ont été distribués il y a plusieurs semaines au profit des zones d'ombre de la wilaya.

## SOUK AHRAS (IMPACT COVID-19)

### Octroi d'aides financières au profit de 400 artisans

La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Souk Ahras a procédé à la distribution d'aides financières au profit de 400 artisans affectés par les répercussions de l'épidémie de la Covid-19, a-t-on appris lundi, du chef de service chargé de la formation et d'apprentissage au sein de cette Chambre, Mohamed-Tayeb Kafassa. "Ces aides, effectuées en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, s'inscrivent dans le cadre de la décision ministérielle du 12 décembre 2020 précisant les modalités de mise en œuvre du décret exécutif, faisant état de l'octroi d'une aide financière au profit des professions touchées par

les effets de la pandémie de Covid-19", a-t-il affirmé en marge d'une session de formation consacrée aux techniques et à l'art de la photographie numérique, organisée au siège de la CAM, au profit de 16 jeunes. Le même responsable a déclaré que ces aides financières, s'élevant à 30 000 dinars par mois, versés pendant une période de 3 mois consécutifs à chaque bénéficiaire, cible dans une première étape 168 artisans, ajoutant que cette opération est destinée aux artisans actant dans les domaines de la menuiserie, la plomberie, la couture, la confiserie et bien d'autres métiers. Parallèlement à cela, la même source a souli-

gné que les responsables de la CAM de Souk Ahras ont préparé un programme comprenant la tenue de sessions de formation au profit des jeunes et de porteurs de projets dans plusieurs spécialités, notamment le montage d'équipements de production d'énergie solaire, la peinture, le travail du plâtre, la coiffure (hommes et femmes), la broderie électronique, en plus de la photographie numérique, et ce, sous la supervision de spécialistes. La Chambre de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Souk Ahras comptait 4 210 artisans, jusqu'à la fin du mois de novembre 2020.





FOOTBALL- LIGUE 2

# Le reprise du championnat fixée à février 2021



**L**e Championnat de Ligue 2 de football 2020-2021 débutera en février 2021, a annoncé lundi le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). "La reprise des entraînements des clubs de Ligue 2 a été fixée au 20 décembre", a ajouté la même source. Trente-six clubs composent la nouvelle L2, répartis en deux groupes en fonction du critère géographique (Centre-Est et Centre-Ouest). Sur la base du nouveau système pyramidal de compétition, la Ligue 2 saison 2020-2021 aura un statut amateur et donc gérée par la LNFA et non plus par la Ligue

de football professionnel comme auparavant. "La Fédération algérienne de football se chargera de prendre les dispositions nécessaires pour la reprise des entraînements et du championnat de football de Ligue 2" souligne le MJS.

La composition des groupes :

Centre-Est :  
IB Lakhdaria, USM Annaba, AS Khroub, DRB Tadjanet, MC El-Eulma, MO Béjaïa, JSM Béjaïa, MO

Constantine, US Chaouia, CA Batna, MSP Batna, HB Chelghoum Laïd, CRB Ouled Djellal, USM Khenchela, WR M'sila, Amel Boussaâda, NRB Teleghma, CR Béni-Thour.

Centre-Ouest :

RC Arbaâ, MC Saïda, ASM Oran, OM Arzew, CR Témouchent, IRB El-Kerma, MCB Oued Sly, RCB Oued R'hiou, SC Ain Defla, JSM Tiaret, US Remchi, SKAF Khemis Miliana, USM Blida, WA Boufarik, ES Ben-Aknoun, CRB Aïn-Oussera, RC Kouba, USM Harrach.

Brèves

TRANSFERT

Neymar ET Mbappé resteraient au PSG ?

Lors d'un entretien accordé à l'émission Téléfoot et diffusé ce dimanche, Marco Verratti s'est exprimé sur les éventuelles prolongations de contrats de ses coéquipiers au PSG Neymar et Kylian Mbappé. Le milieu de terrain italien a affiché son optimisme pour le club de la capitale dans ces dossiers. Le sujet revient inlassablement sur la table. Neymar et Kylian Mbappé prolongeront-ils leur aventure au PSG ? Sur ces dossiers épineux, les spéculations vont bon train, et il faut l'avouer, il est bien difficile de distinguer le vrai du faux. Alors quand un acteur du club prend la parole, on l'écoute attentivement. Lors d'un entretien accordé à l'émission Téléfoot publié dimanche matin, le milieu de terrain parisien Marco Verratti n'a pas hésité à donner son avis et à confier son optimisme. Il a d'ailleurs avoué faire du lobbying intense pour pousser ses coéquipiers stars à signer un nouveau bail. "Tous les jours je demande à Neymar et Mbappé de rester ! Parfois je dis à Kylian : 'T'as signé, t'as signé ?' Je pense qu'ils ne vont pas tarder à trouver un accord, parce qu'ils sont tous les deux heureux ici", a-t-il indiqué, souriant en coin. Cette prise de position conforte la (légère) tendance dévoilée par le directeur sportif du PSG la semaine dernière.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 FRANÇAISE - PARIS SG

Trois semaines d'indisponibilité pour Neymar

Attaquant international brésilien Neymar Jr du Paris SG, victime d'une entorse à la cheville dimanche soir lors de la défaite concédée à domicile face à l'Olympique Lyon (0-1), en clôture de la 14e journée de la Ligue 1 française de football, devrait être indisponible environ trois semaines et ne jouera pas en 2020, rapporte lundi L'Équipe. Même si les examens passés ce lundi matin ont été "rassurants", selon le communiqué du Paris SG, Neymar, victime d'une entorse de la cheville gauche la veille contre Lyon (0-1), ne devrait plus jouer en 2020. A priori, l'indisponibilité du milieu offensif international brésilien serait de trois semaines environ, ce que de nouveaux examens effectués mercredi devront confirmer. Un retour à la compétition autour du 13 janvier, pour le Trophée des champions contre l'Olympique Marseille, serait donc envisageable. Neymar (28 ans) sera opérationnel pour le déplacement à Barcelone, prévu mi-février prochain, dans le cadre des 1/8es de finale (aller) de la Ligue des champions.

R.S

DÉCERNÉ PAR LES RÉDACTIONS D'EUROSPORT

Lewandowski récompensé du titre de joueur de l'année

Récompensé du titre de joueur de l'année décerné par les rédactions d'Eurosport, Robert Lewandowski a démontré en 2020 qu'il était possible de venir contrarier l'hégémonie de Lionel Messi et Cristiano Ronaldo, qui trustent les récompenses depuis 2008. Car si Luka Modric avait stoppé la série en 2018, le Polonais s'est aventuré sur le même terrain que les deux monstres.

Cette année, 2020, les deux légendes du football mondial se sont effacés devant l'avant centre du Bayern Munich, Lewandowski, marquant ainsi un nouvel air. S'il profite forcément des performances exceptionnelles du Bayern Munich qui a tout raflé cette année tant en Europe (Ligue des champions, SuperCoupe d'Europe) qu'en Allemagne (Bundesliga, Coupe d'Allemagne, SuperCoupe d'Allemagne), c'est peut-être la vraie performance du Polonais, longtemps snobé à sa grande frustration malgré sa constance incroyable en Allemagne. Dans un autre registre que CR7 et la Pulga, l'avant-centre polonais parvient à s'imposer dans le débat. En affichant lui aussi des stats folles grâce à son efficacité létale et son sens de but d'exception dans les surfaces. En 2019, le serial-buteur du Bayern Munich avait déjà terminé en tête du classement des buteurs en Europe, avec 54 buts en 58 matches toutes compétitions confondues (soit 4 de plus que Messi en autant de rencontres). Et en 2020, il a remis ça pour jouer encore les yeux

dans les yeux avec eux avec jusqu'à présent 43 buts en 41 rencontres (contre 40 en 41 matches pour Ronaldo et 24 buts en 41 matches pour Messi). Contrairement à Messi et Ronaldo, il peut en plus se targuer d'avoir brillé lors des derniers tours de la Ligue des champions, le juge de paix quand sonnent les bilans de fin d'année. S'il n'a pas trouvé le chemin des filets en finale contre le PSG laissant le privilège à Kingsley Coman de marquer l'unique but de la soirée, l'orgueilleux natif de Varsovie, impressionnant de régularité en Bundesliga (cinq fois meilleur buteur sur les sept dernières saisons), a cette fois-ci répondu présent à l'heure des matches couperets. Son orgie offensive en C1 marquée par cinq réalisations et six passes décisives à partir des huitièmes de finale lors de l'exercice 2019-2020 pèse ainsi de tout son poids. Si des joueurs comme Zlatan Ibrahimovic, Edinson Cavani et Luis Suarez par exemple ne sont jamais parvenus à se faire une place entre Messi et Ronaldo malgré quelques années ponctuées de nombreuses réalisations, Robert

Lewandowski démontre qu'il est aujourd'hui possible de le faire. L'année 2020 du longiligne avant-centre illustre clairement qu'il est envisageable de respirer le même air que les monstres sacrés, surtout quand on est porté par un collectif d'exception comme le Bayern sur toutes les scènes du Vieux Continent. Alors, est-ce vraiment la fin de l'ère Messi-Ronaldo ? Les nombreux soucis rencontrés par le FC Barcelone tant en coulisses que sur le terrain et l'incapacité de la Juve à aller au bout de ses rêves en C1 laissent penser que la porte s'est ouverte. Mais avec deux légendes de cet acabit qui n'ont clairement pas envie de lever le pied et ne cessent de démontrer que le poids des années n'a pas défecté sur eux, il ne faut jamais dire jamais. Même si Lewandowski a su mettre un pied dans leur jardin. Et c'est déjà une révolution.

Source : Eurosport



TENUE DES JO EN 2021

Les Japonais restent en majorité réticents

Une majorité de Japonais s'oppose toujours à l'organisation des Jeux olympiques de Tokyo-2020, reportés à l'été 2021 en raison du coronavirus, et est favorable à un nouveau report ou à une annulation pure et simple, selon un nouveau sondage publié mardi. Cette enquête montre que l'opinion publique japonaise a peu évolué depuis l'été dernier, en dépit de l'arrivée de premiers vaccins sur le marché. Le dernier sondage diffusé par la chaîne de télévision publique NHK révèle que seulement 27% des personnes interrogées soutiennent la tenue des Jeux l'été prochain, 32% étant favorables à leur annulation et 31% à un nouveau report. Les autres sondés disent qu'ils ne sont pas sûrs ou n'ont pas donné de réponse. Les organisateurs de l'événement et les responsables japonais ont



exclu tout nouveau report de Tokyo-2020, les premiers Jeux olympiques de l'Histoire à être reportés en temps de paix. Leur report avait été annoncé en mars dernier alors que le coronavirus se répandait à travers le monde. Les organisateurs affirment désormais que les Jeux peuvent avoir lieu même si la pandémie n'est pas maîtrisée d'ici l'été prochain. D'autres enquêtes d'opinion confirment toutefois la réticence du public nippon. Un sondage publié lundi par

l'agence de presse Jiji a également révélé que 21% des personnes interrogées étaient favorables à une annulation et près de 30% à un nouveau report. Selon un sondage similaire de l'agence de presse Kyodo publié le 6 décembre, 61,2% des personnes interrogées étaient opposées à la tenue des Jeux l'année prochaine. Le récent lancement de campagnes de vaccination dans certaines régions du monde a renforcé la confiance des organisateurs dans la possibilité d'orga-

niser les JO, même si l'inoculation ne sera pas obligatoire pour les athlètes ou les spectateurs. Mais alors même que des vaccins commencent à être distribués, de nouvelles vagues d'infections déferlent dans de nombreux pays, y compris au Japon où le bilan est relativement faible avec moins de 2.600 décès à ce jour depuis le début de la pandémie, selon des chiffres officiels. Le report des Jeux et la mise au point de mesures contre le coronavirus se sont révélés être un cauchemar logistique et un gouffre financier. Début décembre, les organisateurs ont annoncé que les JO coûteraient 2,1 milliards d'euros de plus que prévu, portant le budget total provisoire à environ 13 milliards d'euros. Les Jeux olympiques doivent se tenir du 23 juillet au 8 août et les Jeux paralympiques du 24 août au 5 septembre.

R.S



JM ORAN-2022 (L'INFS D'AÏN TURCK)

# Les travaux de remise à niveau touche à sa fin

Les travaux de réhabilitation des infrastructures sportives de l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (ex-CREPS) à Aïn Turk en prévision des Jeux méditerranéens (JM) Oran-2022 touchent à leur fin, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de cet organisme.



Les deux terrains de football de l'Institut ont bénéficié de nouvelles pelouses synthétiques de cinquième génération. Idem pour la piste d'athlétisme qui a été refaite totalement, a précisé la même source. Quant à la salle omnisports, dont l'état s'est nettement détérioré ces dernières années, le taux d'avancement du chantier a atteint les 90%, alors que les travaux de rénovation des terrains des sports collectifs, des courts de tennis, ainsi que la piscine, sont pratiquement

achevés, a-t-on encore assuré. Les travaux se sont étalés à l'espace forestier de l'Institut, où il a été procédé à l'aménagement d'une piste dédiée aux amateurs du footing, en plus de l'installation de matériels sportifs fixes. Ces installations sportives seront utilisées comme sites d'entraînement pour les participants aux JM, indique-t-on encore de même source. Outre cet institut, d'autres infrastructures sportives à Oran sont concernées par des tra-

voux de rénovation et réhabilitation en prévision de ce grand événement sportif méditerranéen, dont la piscine municipale de M'dina, au chef-lieu de la wilaya, le Palais des sports "Hammou Boutléli", et le centre de tennis à Hai Essalam. L'Algérie (Oran) abritera, du 25 juin au 5 juillet 2022, pour la deuxième fois de son histoire les jeux méditerranéens après l'organisation à Alger de l'édition 1975, rappelle-t-on.

R.S

## ATHLÉTISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2021

### La FAA en quête de moyens pour rentabiliser la compétition

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) s'est "déjà mise en quête" de sponsors et de partenaires économiques, susceptibles de l'aider à "bien rentabiliser" les prochains Championnats d'Afrique de la discipline, prévus du 1er au 5 juin 2021 à Oran, a-t-on appris mardi auprès de cette instance. Dans cette quête, "le président de la FAA, Abdelhakim Dib s'est entretenu lundi, en visioconférence, avec une entreprise internationale, basée en Espagne et chargée par la Confédération africaine d'athlétisme

(CAA) des aspects du sponsoring et de communication des prochains Championnats d'Afrique, prévus à Oran" a détaillé l'instance dans un communiqué. Le débat a porté essentiellement sur "les moyens de trouver des partenaires économiques, pour rentabiliser au mieux ces championnats", particulièrement au niveau international, tout en donnant un nouveau souffle au comité d'organisation local. Un effort qui vient renforcer ceux déjà entrepris par une agence de

communication locale, chargée par la Fédération de "vendre" cet événement sportif continental au niveau national, notamment, en attirant un maximum de partenaires économiques. Prévu à un mois des Jeux Olympiques de Tokyo, le rendez-vous d'Oran sera une opportunité pour certains athlètes africains de se mettre une autre compétition de niveau dans les jambes et pour d'autres, d'aller chercher les minima exigés. Oran, prochaine capitale de l'athlétisme africain, aura pour sa part une

occasion de confirmer tout le savoir-faire de son comité d'organisation, en prévision d'autres grandes manifestations sportives, notamment, les prochains Jeux Méditerranéens. "Cette réunion de travail qui constitue beaucoup plus une prise de contact avec l'agence internationale, sera suivie par d'autres entretiens et d'autres séances de travail, pour sponsoriser au mieux le rendez-vous d'Oran 2021" a encore annoncé la FAA.

R.S

## FOOT / LIGUE 1 - USM ALGER

### "L'objectif est d'avoir un projet de jeu"

Le nouvel entraîneur français de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Thierry Froger, a indiqué que son objectif principal était de construire un projet de jeu, tout en se montrant confiant quant à sa capacité de redresser la barre. "L'objectif est d'avoir un projet de jeu, une qualité de jeu. Construire un nouveau dans la durée, ce sera nécessaire pour pérenniser un club dans le haut niveau. Il faut aussi faire progresser les joueurs, qu'on dit de nous en toute humilité : voilà l'USMA, voilà comment joue cette équipe. Les résultats vont certainement suivre après. On doit d'abord se concentrer sur le contenu des matchs", a déclaré le coach des "Rouge et Noir" dans un entretien vidéo diffusé lundi soir sur la page officielle Facebook du club.

La direction de l'USMA a jeté son dévolu sur Froger pour remplacer son compatriote François Ciccolini, limogé le 22 novembre dernier pour avoir boycotté la veille la cérémonie protocolaire de remise des médailles, à l'issue de la Super-coupe d'Algérie perdue face au CR Belouizdad (1-2). Il s'agit du deuxième passage de Froger (57 ans) à la tête de l'USMA, après une première expérience lors de la saison 2018-2019, conclue par un titre de champion. "L'USMA avait besoin de moi, j'ai aussitôt répondu présent. Si on est un Usmistre un jour, on le sera pour toujours. J'avais eu le sentiment d'avoir tout donné lors de mon premier passage à l'USMA. Mais quand les dirigeants m'ont demandé de partir, je suis parti. Je n'ai pas eu de regrets", a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : "C'est important de trouver pratiquement le même effectif que j'avais entraîné au cours de ma première expérience, et ce par rapport à la façon de jouer, à l'organisation. Je sais que les nouveaux ont de la qualité. C'est un bon mixage. L'équipe a été rajeunie, ils ont de l'expérience à acquérir, mais ils ont une grande envie et cela est nécessaire pour réaliser de belles choses". En visionnant les rencontres de son ancien-nouveau club, Froger a relevé la nécessité de corriger certaines imperfections. "On regardant les derniers matchs de l'équipe, j'ai eu la même impression que la première fois : les joueurs veulent faire beaucoup de choses, ils courent trop. Il faut qu'on soit plus coordonnés et avoir l'esprit collectif dans le jeu. Les joueurs ont des qualités et représentent un grand club, ça doit leur donner des forces et non pas des faiblesses". Enfin, le technicien français a tenu à saluer les supporters du club, regrettant au passage leur absence dans les tribunes en raison de la pandémie de coronavirus.

"Les supporters étaient extraordinaires avec moi lors de mon premier passage, malheureusement ils ne pourront pas assister aux matchs de leur équipe en raison de cette période difficile. Qu'ils sachent que je vais tout donner pour eux", a-t-il promis. L'USMA a raté son début de saison, concédant deux défaites de suite (en Super-coupe d'Algérie face au CRB et à domicile en championnat devant l'ES Sétif 0-2), avant de faire deux matchs nuls de rang en déplacement, chez la JS Saoura (2-2) et le WA Tlemcen (0-0). Froger fera ses grands débuts samedi prochain, lors de la réception de l'Olympique Médéa (14h30) dans le cadre de la 4e journée.

R.S

## HAND/ MONDIAL 2021

### Le Sept national jeudi en Pologne

L'équipe nationale de handball, s'envolera jeudi pour la Pologne, via Paris, pour poursuivre sa préparation, en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), a appris l'APS mardi auprès de la Fédération algérienne (FAHB). "On devait partir mercredi, mais on a dû repousser notre départ de 24 heures, pour pouvoir récupérer le visa d'un de nos joueurs. Ce décalage n'aura pas d'incidence sur notre programme en Pologne, sauf qu'on va perdre une journée d'entraînement là-bas", a indiqué à l'APS le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAHB) Abdelkrim Bechkour. Ce premier stage pré-compétitif devra débuter le 9 décembre, avant

d'être décalé pour des raisons d'ordre administratif. Au cours de ce regroupement, qui s'étalera jusqu'au 30 décembre, les coéquipiers de Mustapha Hadj Sadok (Al-Wakrah/ Qatar) disputeront cinq matchs amicaux, dont trois dans le cadre d'un tournoi prévu du 27 au 29 décembre. "Tout a été ficelé concernant ce premier stage à l'étranger. Nous allons jouer à deux reprises face à Pologne les 21 et 22 décembre, avant d'aborder le tournoi de Varsovie du 27 au 29 décembre. La Biélorussie a déclaré forfait et sera remplacée par la Suisse ou l'Egypte, selon les dernières échos", a-t-il ajouté. Outre la Pologne (pays hôte) et l'Algérie, ce tournoi verra également la participation de la Russie.

Un sixième et dernier test amical pourrait être programmé sur place, précise la même source. En stage à Alger depuis le 1er décembre, les joueurs du sélectionneur français Alain Portes vont devoir aborder leur premier rendez-vous pré-compétitif, après plusieurs mois loin de la compétition en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). "Les joueurs travaillent dans les meilleures conditions, ils sont motivés. Grâce à ce stage en Pologne, ils vont pouvoir rejouer et retrouver leurs sensations", a souligné Bechkour. En prévision de ce déplacement pour la Pologne, les membres de la délégation algérienne ont été soumis lundi aux tests du Covid-19, dont les résultats sont attendus mercredi.

R.S

USA

## Trump annonce le départ de son ministre de la Justice

Le ministre américain de la Justice Bill Barr, qui avait subi les critiques de Donald Trump pour n'avoir pas abondé dans son sens en dénonçant une quelconque fraude électorale susceptible d'invalider la victoire de Joe Biden, a démissionné lundi. "Bill partira juste avant Noël pour passer les fêtes avec sa famille, le ministre de la Justice adjoint Jeff Rosen, une personne incroyable, assurera l'interim", a tweeté Donald Trump, sans réitérer ses accusations.

Le ministre partira ainsi un mois avant l'entrée en fonctions du président élu démocrate prévue le 20 janvier.

L'annonce de son départ coïncide avec la confirmation de la victoire de Joe Biden par les grands électeurs américains, qui la rend quasiment définitive.

Donald Trump s'obstine à dénoncer des fraudes massives et refuse de reconnaître sa défaite. Mais son camp n'a jamais réussi à apporter la moindre preuve pour étayer ces accusations et les dizaines de recours en justice qu'il a présentés ont été quasiment tous rejetés, y compris par la Cour suprême.

Le président républicain a plusieurs fois déploré l'inaction sur ce terrain de Bill Barr, pourtant l'un de ses plus fidèles ministres.

Or ce dernier a isolé un peu plus Donald Trump en affirmant, début décembre, n'avoir constaté aucune "fraude à une échelle susceptible de changer le résultat de l'élection".

NUCLÉAIRE

## L'Iran n'acceptera pas de renégociations de l'accord



Le président iranien Hassan Rohani a déclaré lundi que la République islamique

n'accepterait aucune renégociation de l'accord sur le nucléaire de 2015, également connu sous le nom de Plan d'action global commun (JCPOA). M. Rohani a tenu ces propos en référence au possible retour de l'administration américaine dans le JCPOA et aux négociations qui en résulteraient sur les questions d'intérêt commun. Le chef de l'Etat iranien a aussi exclu l'éventualité de négociations avec l'Occident sur le programme iranien de missiles balistiques.

Le président américain Donald Trump a décidé en 2018 le retrait des Etats-Unis du JCPOA, outre de nouvelles sanctions contre l'Iran en vue de pousser le pays à rediscuter du JCPOA et de son programme de missiles balistiques.

TIGRÉ

# L'ONU toujours interdite d'aide humanitaire



L'ONU continue ses discussions avec le gouvernement éthiopien pour apporter une aide humanitaire à la région du Tigré mais sans résultat, a indiqué hier son porte-parole tandis que le Conseil de sécurité tenait sa deuxième réunion sur ce dos-

sier en un mois et demi. "Nos discussions avec le gouvernement sur la concrétisation des accords (conclus avec l'ONU) se poursuivent. Il est un peu frustrant de dire que nous n'avons pas été en mesure d'entrer (au Tigré), d'atteindre les personnes dont nous savons qu'elles ont besoin

d'aide", a déclaré Stéphane Dujarric lors de son point-presse quotidien. "Les jours perdus par l'absence d'un accord ou l'absence d'un feu vert pour nous, reviennent à un jour de souffrance en plus pour les personnes qui ont besoin d'aide", a-t-il ajouté.

Depuis le déclenchement le 4 novembre d'une opération militaire éthiopienne au Tigré, l'ONU a conclu deux accords pour un accès humanitaire à la région et l'organisation de missions d'évaluation conjointes avec les autorités éthiopiennes, sans résultat concret jusqu'à présent.

RDC

## Le président annonce la formation prochaine d'un nouveau gouvernement

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, a annoncé, lundi, la nomination d'un nouveau gouvernement devant exécuter son programme, environ deux ans après son accession au pouvoir.

Devant députés et sénateurs réunis en congrès pour son discours annuel sur l'état de la Nation, Tshisekedi a indiqué qu'ayant rompu "avec la Coalition FCC-CACH", il y a la nécessité "de nommer un informateur en vue de former un gouvernement de l'union sacrée qui va fonctionner en harmonie" avec sa vision et dont "la feuille de route sera issue de la nouvelle Coalition".

L'actuel premier ministre, Sylvester

Ilunga, un septuagénaire, est un membre du camp de Joseph Kabila, à la tête d'un gouvernement dont le camp Tshisekedi ne dispose que de 35 % des portefeuilles ministériels.

Tshisekedi a mis fin à cette coalition, début décembre, évoquant des blocages entretenus par le camp Kabila. Le Président a remporté jeudi dernier une grande victoire contre la majorité parlementaire de Joseph Kabila, avec la destitution d'un des piliers de cette majorité, la présidente de l'Assemblée nationale Jeanine Mabunda.

Face à la montée des tensions dans ce pays, l'ONU a dépêché dimanche à Kinshasa son secrétaire général adjoint, Jean - Pierre Lacroix, pour une mission de 5 jours.

BURUNDI

## 120 réfugiés rapatriés de l'Ouganda

Quelque 120 réfugiés burundais sont arrivés au Burundi, lundi, a indiqué le ministère de l'Intérieur, de la sécurité publique et du développement communautaire, lundi. "Il s'agit du premier convoi. L'autre est attendu jeudi 17 décembre", a précisé Gervais Ndirakobuca, ministre de l'Intérieur, de la sécurité publique et du développement communautaire, s'adressant à la presse, lundi.

Selon lui, ces rapatriés viennent du camp de réfugié de Nakivale et d'autres qui avaient trouvé refuge depuis 2015 à Kampala. "Des enregistrements se poursuivent pour rapatrier tous les Burundais qui le désirent", a ajouté Ndirakobuca, appelant les résidents à bien accueillir ces rapatriés.

Ce rapatriement est devenu possible en collaboration avec les autorités ougandaises et le HCR, a-t-il mentionné.

Selon les données du HCR, 96.748 burundais ont été rapatriés depuis septembre 2017 jusqu'au 21 septembre 2020 en provenance du Rwanda et de la Tanzanie.

Depuis avril 2015, des milliers des Burundais ont fui les violences vers les pays voisins comme le Rwanda, la RDC, la Tanzanie et vers d'autres pays de la région tels le Kenya et l'Ouganda.

ALLEMAGNE

## Les conservateurs de Merkel désigneront leur leader en janvier

Le parti conservateur allemand d'Angela Merkel a annoncé lundi qu'il organiserait les 15 et 16 janvier un congrès virtuel pour élire un nouveau président et potentiel candidat à la chancellerie en 2021.

Le parti chrétien-conservateur (CDU), qui avait dû repousser à deux reprises cette assemblée, a communiqué les dates et le format choisis dans un message sur Twitter. Lors de ce congrès virtuel, les trois prétendants seront départagés par un vote en

ligne le 16 janvier. Le vainqueur sera confirmé par les délégués via un vote par correspondance dont le résultat sera annoncé le 22 janvier.

"Le 22 janvier, il y aura un décompte public et le résultat sera annoncé par le comité électoral", a expliqué lors d'une conférence de presse le secrétaire général du parti, Paul Ziemiak, saluant dans cette élection en ligne une "grande première dans le paysage politique allemand". Le congrès des délégués se tiendra en visio-

conférence en raison de la pandémie de Covid-19 qui a contraint l'Allemagne à imposer un confinement partiel jusqu'au 10 janvier. Trois candidats sont en lice pour succéder à Annegret Kramp-Karrenbauer, considérée un temps comme la "dauphine" de Mme Merkel mais qui a décidé en février de quitter son poste, faute d'autorité sur ses troupes. Le congrès pour nommer son successeur devait d'abord avoir lieu en avril, puis avait été reporté à décembre en raison du virus.

NIGERIA

# Boko Haram revendique l'enlèvement de centaines de lycéens

Le chef du groupe terroriste Boko Haram, a revendiqué l'enlèvement, dans la nuit de vendredi à samedi, de centaines de lycéens dans le nord-ouest du Nigeria dans un message vocal de propagande, diffusé hier matin.



At moins 333 adolescents sont toujours portés disparus depuis l'attaque de leur lycée dans l'Etat de Katsina, dans le nord-ouest du Nigeria, à des centaines de kilomètres du territoire de Boko Haram, qui opère habituellement dans le nord-est du pays, autour du lac Tchad. Plus d'une centaine d'hommes armés à moto ont été attaqués dans la nuit de vendredi à samedi cette

école rurale située dans la ville de Kankara. Des centaines d'adolescents ont fui dans la brousse pour s'y cacher. Ce kidnapping avait été initialement attribué à des groupes armés, appelés "bandits" qui terrorisent les populations dans cette région instable où les enlèvements contre rançons sont devenus monnaie courante. Le président Muhammadu Buhari a condamné l'attaque et ordonné le renforcement de la sécu-

rité dans toutes les écoles. Dans l'Etat de Katsina, les établissements scolaires ont fermé. L'armée a affirmé lundi avoir localisé "le repaire des bandits", ajoutant qu'une opération militaire était en cours. La situation sécuritaire s'est largement détériorée dans le nord du Nigeria depuis l'élection de Muhammadu Buhari en 2015, qui avait fait de la lutte contre Boko Haram la priorité de son mandat.

## MISSILES RUSSES S-400

### Pompeo annonce des sanctions contre la Turquie

Les Etats-Unis ont décidé d'imposer des sanctions à l'agence gouvernementale turque en charge des achats d'armes, le SSB, pour l'acquisition par Ankara du système de défense aérienne russe S-400, a annoncé lundi le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. "Les mesures prises aujourd'hui signalent clairement que les Etats-Unis (...) ne toléreront pas de transactions importantes avec les secteurs russes de la défense et du renseignement", a précisé le secrétaire d'Etat dans un communiqué. Invoquant une loi adoptée en 2017 par le Congrès, quasiment à

l'unanimité, pour "contrer les adversaires de l'Amérique à travers les sanctions" (Caatsa), Washington interdit donc désormais l'attribution de tout permis d'exportation d'armes au SSB et sanctionne financièrement le président du SSB, Ismail Demir, ainsi que d'autres dirigeants de cette agence gouvernementale turque. Le Congrès a approuvé vendredi la loi de financement du Pentagone qui contient une provision imposant à l'exécutif de sanctionner Ankara pour les S-400, des missiles incompatibles avec les systèmes de l'Otan dont la Turquie est membre.

La menace de sanctions américaines plane sur la Turquie depuis qu'elle a pris livraison de ces missiles l'an dernier, mais le président Donald Trump, qui entretient de bons rapports personnels avec M. Erdogan, s'était abstenu jusqu'ici de les déclencher. Le président turc Recep Erdogan avait pris les devants en affirmant vendredi que des sanctions américaines contre son pays seraient "un manque de respect de la part des Etats-Unis envers son allié très important au sein de l'Otan". "Les Etats-Unis avaient clairement fait savoir à la Turquie, aux plus hauts niveaux et à de multi-

ples reprises, que l'achat des systèmes S-400 représenterait un danger pour la sécurité des technologies et du personnel militaires américains et qu'il apporterait des fonds importants au secteur russe de la défense tout en lui donnant accès aux forces armées et à l'industrie de défense de la Turquie", a souligné M. Pompeo. "La Turquie a pourtant décidé de procéder à l'achat des S-400 et de les tester, bien qu'il existe des alternatives compatibles avec les systèmes de l'Otan pour répondre à ses besoins de défense", a-t-il ajouté.

R.I

## AFGHANISTAN

### Le président souhaite poursuivre les pourparlers de paix

Le président afghan, Ashraf Ghani, a dit lundi souhaiter que les négociations de paix entre le gouvernement et les talibans se poursuivent en Afghanistan, plutôt qu'au Qatar. "Nous préférierions que le second round des négociations de paix ait lieu en Afghanistan", a déclaré M. Ghani lors d'une réunion ministérielle, selon un tweet de son porte-parole, Sediq Sediqqi. Les pourparlers de paix, ouverts en septembre à Doha, ont été suspendus et reprendront le 5 janvier, ont annoncé samedi les deux parties, qui doivent encore s'accorder sur l'agenda des discussions. Les négociations ont jusqu'ici toujours pris place à Doha, ville où les talibans ont leur bureau politique. "Le gouvernement afghan est prêt à négocier n'importe où en Afgha-

nistan (...) sous une tente ou dehors dans le froid", a déclaré M. Ghani. "Il n'est pas correct d'insister pour continuer les discussions dans des hôtels de luxe. Il est nécessaire que le peuple puisse observer le déroulement des pourparlers, quels sujets sont abordés, et pourquoi", a-t-il ajouté. Sa délégation de négociateurs doit retourner à Kaboul cette semaine pour des consultations avec des responsables politiques. Des membres du Conseil de sécurité nationale ont également réclamé la poursuite des pourparlers en Afghanistan. Samedi, les représentants des insurgés et de Kaboul ont annoncé avoir échangé "des listes préliminaires de points (à mettre) à l'ordre du jour des négociations interafghanes et avoir eu des discussions introductives sur

ces sujets". Les pourparlers étaient jusqu'à récemment entravés par des divergences sur le cadre des discussions et sur des interprétations de doctrine religieuse. Ces pourparlers font suite à un accord historique entre les Etats-Unis et les talibans conclu en février à Doha. Les Etats-Unis ont accepté de retirer toutes leurs troupes d'Afghanistan d'ici mai 2021 en échange de garanties en matière de sécurité et d'un engagement des talibans à discuter avec Kaboul. Malgré les négociations, l'Afghanistan est en proie à une recrudescence des violences, les talibans ayant mené ces dernières semaines des attaques quasi-quotidiennes contre les forces gouvernementales.

R.I

## SAHARA OCCIDENTAL

### L'Italie appelle pour hâter la désignation d'un nouvel émissaire onusien

Le ministre italien des Affaires étrangères, Luigi Di Maio a souligné que la désignation d'un nouvel envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental "en cette période précise constituera une évolution particulièrement importante pour la relance du processus de négociation", considérant que "l'unique voie" pour parvenir à un solution définitive au conflit "se trouve toujours dans la voie diplomatique".

Interpellé par le maire de Naples concernant la position du gouvernement italien quant aux derniers développements de la question sahraouie, M. Di Maio a précisé que son pays suivait de près le dossier ainsi que tous les développements y affèrent, partant de ce qu'il qualifie de "l'importance stratégique de la région et la stabilité régionale dans la politique extérieure de l'Italie", a rapporté lundi l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Le chef de la diplomatie italienne a réitéré que "la désignation d'un nouvel envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental en cette période précise constituera une évolution particulièrement importante pour la relance du processus de négociation", soulignant que l'Italie souhaite que cela se produise dans "les plus brefs délais".

Et de souligner que Rome avait appelé le Royaume du Maroc et le Front Polisario à "faire preuve de retenue, éviter le recours à la force et de respecter l'accord de cessez-le-feu signé par les parties au conflit en 1991", ajoutant que son pays estime que "le seul moyen de parvenir à une solution définitive au conflit reste la diplomatie".

M. Di Maio a en outre exprimé son souhait de "voir les deux parties reprendre, bientôt et de bonne foi, les négociations directes sous l'égide l'ONU", affirmant l'engagement de l'Italie à soutenir pleinement les efforts consentis par l'organisation dans ce cadre.

Le chef de la diplomatie italienne a par ailleurs souligné la coopération continue de son pays avec les organisations internationales compétentes et le soutien des activités d'aide humanitaire, acheminée constamment aux réfugiés sahraouis. Le maire de Naples avait interpellé le ministère italien des Affaires étrangères au sujet des récents développements sur le territoire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), suite à l'agression militaire de l'armée d'occupation marocaine contre des civils sahraouis dans la région d'El-Guergerat, en violation de l'accord de cessez-le-feu de 1991.

R.I



# La présidence Biden et le Moyen-Orient, un changement en forme d'exorcisme

La dialectique de la rupture et de la continuité entre les administrations présidentielles américaines en politique étrangère est depuis longtemps devenue un grand classique. Non seulement le Moyen-Orient n'y échappe pas, mais il en est l'un des cas de figure les plus récurrents et les plus saillants. C'est largement à partir de ce que lègue Trump à son successeur, à l'Amérique et au monde, que la nouvelle administration devra repartir. Et le bilan est lourd, souvent irréversible, mais aussi parfois utile et exploitable.

## Continuités

En termes de continuité, la présidence Biden devrait poursuivre le graduel mais inexorable désengagement américain engagé depuis Barack Obama au Moyen-Orient. Assurément, il ne s'agit en aucun cas de retrait, mais d'un allègement égoïste de l'empreinte américaine, voulue plus légère (« lighter American footprint »). Moins de troupes au sol ou sur des bases éparpillées – en Afghanistan, en Irak ou encore dans le Golfe – est la direction constante que le Pentagone a imprimée depuis l'acceptation de la débâcle irakienne et la fin – sans doute définitive – des illusions du « Nation building », affaire que Washington proclame maintenant à qui veut l'entendre qu'elle n'est plus faite pour lui.

En lieu et place, et toujours dans la continuité de ce qu'Obama avait esquissé, une accentuation de la sous-traitance géopolitique et sécuritaire de certains dossiers. Et ce, tant aux amis qu'aux rivaux : tandem émirato-saoudien au Yémen, avec un rôle plus pointu dévolu à la « Petite Sparte » ; Russie en Syrie, à charge pour elle de monter son mécanisme (le format Astana) ; et, présent partout sans être nulle part visible, Israël, nouveau point de convergence sur fond d'une complicité jamais égalée entre Donald Trump et « Bibi » Netanyahu.

En arrière-plan, sur fond de « leading from behind » obamien ou de « we don't have a dog in this fight » (« on n'a rien à gagner à nous en mêler », NDLR) de Trump, l'utilisation des instruments de la « force intelligente » légère et dématérialisée – surutilisation des drones, abus de l'arme des sanctions financières, ainsi que de l'outil cyber. En mire, pour l'un comme pour l'autre, et il n'y a aucune raison de penser qu'il n'en sera pas de même pour Biden, la préparation à se concentrer sur le défi réel à venir : la Chine, sa montée commerciale et financière, mais surtout son ascension comme puissance de plus en plus militaire débordant sa seule zone d'influence. Plus ponctuellement, Trump sort du pouvoir en ayant – parfois brutalement et sans nuances comme son retrait unilatéral d'un JCOA pour tant négocié à plusieurs – rééquilibré le balancier entre Iran « chiite » et pétromonarchies « sunnites », au risque d'avoir donné aux secondes l'illusion d'un blanc-seing inconditionnel. Sur le plus ancien dossier conflictuel de la région, et celui que l'on ne considère désormais plus à Washington comme la matrice de



toutes les autres conflictualités, le conflit israélo-palestinien, Trump quitte la scène en ayant pratiquement fini de liquider la cause, et de rendre manifeste ce qui était jusque-là latent, à savoir la convergence, et probablement bientôt l'alignement, entre le gros du monde arabe et Israël.

De tout cela, il ne s'agira pas seulement pour Joe Biden de renverser les dynamiques ; il voudra, sur certains dossiers, corriger les excès qui risquent de ramener l'Amérique au centre du jeu pour l'y réengluier, et ramener un semblant d'ordre dans ce qui commençait à ressembler à du chaos disruptif et pas tout à fait créateur. S'agissant du dossier israélo-palestinien, Biden, grand ami proclamé d'Israël mais aussi de Netanyahu avec qui il se dit pourtant en désaccord sur presque tout, est en même temps amateur du logiciel classique. Il y aura donc certes un retour à l'aide humanitaire et économique à l'Autorité palestinienne, un réchauffement de la ligne Ramallah-Washington, voire la réouverture des bureaux de représentation palestinienne aux États-Unis. Il y aura aussi, pourquoi pas, le retour à l'antienne de la « solution à deux États », du principe de la « terre contre la paix » ; mais aussi, dans les faits, et en contrepartie, la préservation hypocrite et en apparence embarrassée de Jérusalem comme capitale d'Israël, acquis-gage de Biden à une large partie de son opinion intérieure. Au fond, l'administration Biden se replacera sur la ligne de départ, mais attendra peut-être tout son mandat qu'un partenaire israélien crédible émerge, pour redonner chair à cette tentative de résurrection. Il en ira de même pour les récentes normalisations des relations israélo-arabes, pain béni pour tout président américain.

En Syrie, Biden était l'un de ceux qui étaient farouchement opposés au quartieron de conseillers obamiens, Hillary Clinton en tête, partisans du soutien à l'opposition syrienne ; tout comme résonne encore son silence assourdissant lors

du renoncement de Barack Obama à sanctionner la transgression de la ligne rouge chimique par Bachar el-Assad. Il faut donc attendre, là encore, une continuité de la ligne Obama accentuée par Trump, à savoir la sous-traitance de la quasi-totalité de ce dossier à la Russie – « solution politique » comprise. Pour la fermeté, c'est plutôt du côté de la vice-présidente, Kamala Harris, plus pugnace sur le caractère criminel du régime syrien (un peu comme Samantha Power sous Obama), qu'il faudra regarder. Plus généralement, la coopération sur le terrain devrait mieux se passer avec Moscou qu'avec Ankara, au vu de l'antipathie ancrée entre Erdogan et Biden et du tropisme pro-kurde de ce dernier. Il reste que la nouvelle administration pourrait ne pas être fermée à des évolutions radicales du dossier, ne serait-ce que parce que son chef a associé il y a quelques années son nom à un plan souvent oublié de partition de l'Irak en trois...

## Ruptures

Si le facteur droits de l'homme et respect des normes sera sans doute plus présent dans les prémices et les postures, en Égypte ou dans le Golfe, il serait illusoire d'attendre une quelconque « conditionalité » de l'aide militaire au maréchal Sissi. Pour autant, Biden et son équipe se montreront sans doute plus regardants sur le comportement saoudien au Yémen, ou plus soucieux de ne pas entièrement passer l'éponge sur la sordide affaire Jamal Khashoggi – en allant par exemple jusqu'à menacer de soutenir les initiatives sénatoriales contre le royaume. C'est en effet du côté du Golfe, et essentiellement sur son pendant iranien, que les ruptures et les retours seront probablement les plus attendus. L'équation est là à la fois simple et compliquée. Joe Biden, ancien vice-président d'Obama, est tenu de raviver le legs de son ancien patron, et de remettre à flot l'accord nucléaire avec l'Iran, perçu par son administration d'alors comme le meilleur moyen « d'éviter la bombe tout en évitant de bom-

barder l'Iran », selon la formule consacrée. Il devra par contre prendre en compte les insuffisances et manques de l'accord, des erreurs d'ailleurs avouées par ses conseillers de campagne et anciens négociateurs du même accord. C'est donc à un « JCOA-plus » que la nouvelle administration s'est engagée à s'atteler : il comprendrait une autre définition du « Sunset » (que se passe-t-il après la fin de la période de non-enrichissement ?) ; une contrainte plus stricte de la prolifération non nucléaire, et essentielle-ment balistique de l'Iran ; et un endiguement de la poussée de l'influence iranienne dans la région, et surtout dans le corridor levantin – ce dernier objectif étant peut-être le plus subjectif et le moins quantifiable. Pour réussir cette gageure, Biden sait déjà, même s'il ne le dira pas, que la « pression maximale » exercée par Trump est un acquis précieux ; à charge pour lui cependant de pouvoir quand même ramener Téhéran à la table sans (trop) lui donner l'impression de perdre la face.

Et c'est dans cet interstice que bien des tiraillements, pas mal de temps et plusieurs bras de fer pourraient se jouer, avec les effets régionaux que l'on peut en attendre, et le Liban en sera sans aucun doute l'un des principaux récipiendaires. C'est en effet bien sur cela que les avenir possibles du Liban se jouent, et c'est de cette (re)négociation qu'il s'agira d'envisager les retombées à même de débloquent bien des choses plus proches de nous. Relâchement des tensions dans le Golfe, assouplissement de la position des pétromonarchies, redistribution des cartes de la puissance entre riverains et régionaux, encadrement des modes d'action et de leur projection, révision des équilibres internes en fonction des nouveaux paramètres transnationaux... C'est de là que naîtra sans doute, mais peut-être après et à travers bien des miasmes et des soubresauts, une partie essentielle du nouveau paysage libanais. Paradoxalement, c'est à un regain

d'intérêt pour le pays qu'il connaît bien qu'on pourrait s'attendre avec un Joe Biden qui compte, à Beyrouth, bien des amis et des habitudes.

## Monde « trumpisé »

En filigrane de cet écheveau de dossiers, il y aura sans doute, et surtout, l'impondérable contrainte de l'évènement et de son irruption toujours possible dans l'ordonnement des agendas, tout aussi bien préparés qu'ils le soient. Dans la région elle-même, une cascade d'échéances électorales qui suivront assez vite le scrutin américain lui-même : présidentielle en Iran en juin 2020, où se jouera la survie de la ligne Rohani et la flexibilité négociatoire à venir ; réélection présidentielle (ou pas) en Syrie en 2021, où se jouera la reconduction de la dictature de la sanglante dynastie Assad ; élections législatives et présidentielle au Liban en 2022, où se jouera l'affirmation ou pas d'un sursaut populaire qui cherche encore ses marques face à une classe politique encore insubmersible... Plus largement, au niveau international, un président qui devra gouverner face à un Congrès hostile, au sein d'une Amérique divisée et fatiguée. Et surtout une multitude d'autres défis – Covid-19 ; ralentissement économique mondial ; réparation des relations transatlantiques ; rivalité avec la Chine et la Russie, etc. – qui pourraient bien reléguer le Moyen-Orient dans l'agenda politique. S'il faut sur tout cela faire un pari en prenant le moins de risques possibles, on peut d'ores et déjà escompter que le nouveau leadership à Washington sera celui d'un changement drastique de ton et de style. Celui d'un retour à des formes parfois écoulées de multilatéralisme classique, dont l'Amérique serait la tête de file mais sans les mêmes attentes à son égard et avec des moyens révisés à la baisse. Bref, une Amérique telle qu'on a plus souvent eu à la connaître, voire à l'aimer. Car c'est là peut-être le plus important, la projection d'image de Washington, l'un des adjuvants principaux de ce fameux « soft power » théorisé il y a quelques décennies par Joseph Nye. Et c'est justement là, sur cette faille, qu'il s'agira maintenant de diagnostiquer ce qui restera des quatre années de présidence Trump sur le système global. C'est une Amérique nouvelle qui se donne à voir aujourd'hui. Et elle se le donne à un monde qui, à maints égards, a lui aussi fondamentalement changé. Trump est sans doute vaincu, mais pas le trumpisme : au-delà de l'Amérique elle-même, il restera un monde tout aussi « trumpisé » qu'elle. Un monde où règnent désormais la banalisation du « bullying » (harcèlement) diplomatique, le mépris envers les vertus du multilatéralisme, la norme du populisme vulgaire et provocateur, et que gagne la graine du nationalisme autoritaire. C'est au fond cela, le legs le plus durable des 4 dernières années et le cadeau empoisonné que Trump laisse au monde ; et il est difficile de croire que le Moyen-Orient n'en gardera pas, lui aussi, sa part.

Par Joseph BAHOUT